

L'AVENIR EST PUBLIC

VERS LA PROPRIÉTÉ DÉMOCRATIQUE DES SERVICES PUBLICS

La résistance à la privatisation a donné naissance à un puissant moteur de changement : la (re)municipalisation, c'est-à-dire la reconquête de la propriété et de la gestion publiques des services ainsi que la création de nouveaux services publics. Ces dernières années, le Transnational Institute et ses partenaires ont identifié plus de 1 400 cas de (re)municipalisations réussies impliquant plus de 2 400 villes dans 58 pays à travers le monde.

Cette enquête ne se limite pas à ces chiffres. Elle démontre que les services publics sont plus importants que jamais face à la catastrophe climatique, à l'accroissement des inégalités et à la montée de l'instabilité politique. La crise du virus COVID-19 a elle aussi douloureusement mis en évidence les effets désastreux de l'austérité, de la réduction de la sécurité sociale et de la privatisation des systèmes de santé, démontrant par là même qu'une société saine et résiliente repose en dernière instance sur les services publics et les personnes qui y travaillent. Hélas, leur financement et leur contrôle démocratique ont été étouffés par des années de privatisation et d'austérité. Au vu des échecs de la privatisation, un mouvement international en plein essor choisit la (re)municipalisation comme outil clé pour redéfinir la propriété publique au 21^e siècle.

Les différents chapitres de ce livre nous emmènent dans de nombreux pays et nous présentent de nombreux secteurs pour illustrer la diversité des efforts de (re)municipalisation. De la gestion des déchets en Égypte aux nouvelles pharmacies publiques au Chili, en passant par les nombreuses municipalités reculées aux États-Unis qui ont créé des emplois et amélioré la qualité de vie en développant l'internet haut débit, chaque (re)municipalisation doit affronter ses propres défis.



tni.org/futureispublic

Téléchargez le rapport dans son intégralité

Ensemble, organisations de la société civile, syndicats et autorités locales élaborent un nouveau modèle pour étendre la propriété publique démocratique à tous les niveaux de la société et ouvrir de nouvelles voies pour des services publics citoyens et en phase avec les exigences de la transition climatique.

TNI.ORG/FUTUREISPUBLIC

Notre enquête mondiale sur la (re)municipalisation dénombrait 1 408 cas à la fin du mois d'octobre 2019. Les données collectées sont le résultat d'efforts concertés de tous les éditeurs et de 22 chercheurs qui ont effectué une recherche documentaire pour vérifier les données collectées. Pour plus d'informations sur notre méthodologie de recherche, veuillez consulter l'introduction et l'annexe du livre. La base de données est disponible sur : <https://futureispublic.org/remunicipalisation-global-database/>. Une base de données interactive est en cours de construction en collaboration avec l'Université de Glasgow. Elle sera accessible via le lien ci-dessus dans un avenir proche. Des cas et des informations supplémentaires seront ajoutés à cette base de données au fur et à mesure de leur collecte.

CONCEPTION GRAPHIQUE Karen Paalman

ÉDITION Ann Doherty

Contact : Satoko Kishimoto (satoko@tni.org) ou Lavinia Steinfort (l.steinfort@tni.org) au Transnational Institute.

Le Transnational Institute (TNI) est un institut international de recherche et de plaidoyer engagé dans la construction d'un monde juste, démocratique et durable. Depuis plus de 40 ans, TNI sert de lien unique entre mouvements sociaux, universitaires engagés et décideurs politiques.

UNE PUBLICATION DE



Résister à la privatisation des services publics

La vague néolibérale est puissante ...

Vente de biens publics

Initiatives de financement privé (IFP)

Corporatisation

Partenariats public-privé (PPP)

Appels d'offre

Externalisation

Ouverture à la concurrence

← Dé-privatisation/reconquête des services publics →

924 Remunicipalisations

- Résiliation / non-renouvellement de contrats privés
- Acquisition publique
- Internaliser / ramener les services en interne

R-U

94



Norvège

18



19



France

109



PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Partenariats intermunicipaux

PARTENARIATS PUBLIC-COMMUNAUTÉ

Organismes sans but lucratifs locaux

PARTENARIATS PUBLIC-BIENS COMMUNS

copropriété, propriété publique diversifiée, coproduction de services

484 Municipalisations / Création de services publics

- Nouvelles sociétés municipales
- Nouveaux programmes de services publics

États-Unis

141



Chili

40



Philippines

21



▶ Un nombre important de changements locaux inspire un mouvement pour une propriété publique démocratique à l'échelle d'un pays

L'avenir est public. Aujourd'hui, partout dans le monde, les gens mettent en place de meilleurs services publics, plus démocratiques et inclusifs. Dans le contexte actuel de crise climatique, d'accroissement des inégalités et de montée de l'instabilité politique, ces services publics sont plus importants que jamais. Ce rapport montre qu'un autre monde est possible, et qu'élu-e-s, travailleur-ses et citoyen-ne-s ont déjà commencé à le construire ensemble.

Cette note est une synthèse du livre *L'avenir est public: vers la propriété démocratique des services publics*. De nombreuses organisations et contributrices-eurs à l'origine de cette publication ont commencé à unir leurs forces il y a plusieurs années pour s'opposer à la vague de privatisation de l'eau qui balayait le monde et soutenir ceux et celles qui y résistaient sur le terrain. Cette résistance à la privatisation s'est rapidement transformée en une alliance mondiale pour une cause positive : la (re)municipalisation. Ce terme recouvre

à la fois l'inversion du processus de privatisation et le développement de nouveaux services publics à même de nous aider à relever les défis sociaux, écologiques et démocratiques de notre époque. En 2017, notre publication *Reclaiming Public Services*¹ a présenté plus de 800 cas de (re)municipalisation dans tous les secteurs et sur tous les continents. Même à l'époque, nous savions que ce n'était probablement que la partie émergée de l'iceberg.

Ce rapport s'inscrit dans la continuité de ces recherches initiales. Nous avons désormais identifié plus de 1 400 cas de remunicipalisation ou municipalisation impliquant plus de 2 400 villes dans 58 pays. Les données et les études de cas présentées ici illustrent la diversité des efforts de (re)municipalisation, et incluent de nouveaux pays et de nouveaux secteurs avec leurs défis spécifiques, comme le secteur des déchets dans de nombreux pays africains.

1408 (Re)municipalisations de services publics



Secteurs de (re)municipalisation

138 Santé et services sociaux **63** **75**

311

Eau

Pays	N°cas
France	109
États-Unis	71
Espagne	38
Allemagne	17
Canada	8
Argentine	8
Philippines	7
Italie	4
Hongrie	4
Afrique du Sud	3
Mexique	3
Kazakhstan	3
Indonésie	3
Colombie	3
Venezuela	2
Ukraine	2
R-U	2
Turquie	2
Mozambique	2
Malaisie	2
Inde	2
Brésil	2
Bolivie	2
Ouzbékistan	1
Uruguay	1
Ouganda	1
Tanzanie	1
Suède	1
Russie	1
Portugal	1
Liban	1
Guinée	1
Équateur	1
République centrafricaine	1
Belgique	1
Albanie	1

223
Administration locale

Service	N°cas	Pays	N°cas
Logement	31	R-U	55
Alimentation et restauration	28	Espagne	40
Gestion des espaces (verts) publics	22	Allemagne	34
Services de sécurité et de secours	17	France	21
Parkings	15	Canada	15
Gestion des bâtiments	14	Danemark	12
Sport	12	Pays-Bas	8
Activités culturelles	9	Autriche	7
TIC	7	Philippines	6
Construction	7	Norvège	5
Prisons	5	Corée du Sud	5
Services funéraires	4	Chili	3
Ressources humaines	3	Finlande	3
Autres	49	Australie	2
		Malaisie	2
		Inde	1
		Italie	1
		Nouvelle-Zélande	1
		Turquie	1
		États-Unis	1

192
Télécommunications

Pays	N°cas
États-Unis	145
Allemagne	35
Pays-Bas	7
Canada	3
Malaisie	1

374
Énergie

Pays	N°cas
Allemagne	305
Espagne	18
R-U	13
États-Unis	11
Japon	4
Pays-Bas	4
Australie	2
Belgique	2
Danemark	2
France	2
Grèce	2
Inde	2
Argentine	1
Bulgarie	1
République tchèque	1
Honduras	1
Lituanie	1
Philippines	1
Ukraine	1

38
Éducation

Pays	N°cas
Japon	12
Malaisie	6
Allemagne	5
R-U	4
Philippines	3
Canada	2
Espagne	2
Brésil	1
Chili	1
Inde	1
Nicaragua	1

47
Transports

Pays	N°cas
France	21
R-U	12
Autriche	3
Pays-Bas	3
Canada	2
Portugal	2
République tchèque	1
Inde	1
Malaisie	1
Turquie	1

85
Déchets

Pays	N°cas
Norvège	19
R-U	15
Danemark	13
Allemagne	13
Canada	7
Espagne	6
Égypte	4
France	3
Pays-Bas	3
Paraguay	1
Pérou	1

Nos recherches montrent également que les pressions contre la remunicipalisation ne se sont pas atténuées. La privatisation figure toujours en bonne place à l'ordre du jour des grandes entreprises et des marchés financiers, ainsi que de nombreux gouvernements nationaux et institutions internationales. Il existe plusieurs formes de privatisation et divers noms qui masquent ce processus, notamment les « partenariats public-privé » (PPP), les « initiatives de financement privé » (IFP), l'externalisation, la modernisation et la flexibilisation (qui pousse le secteur public à s'organiser de manière croissante sur le modèle des entreprises, d'où le terme de *corporatisation*), le « droit au choix », la concurrence forcée ou encore la libéralisation des marchés.

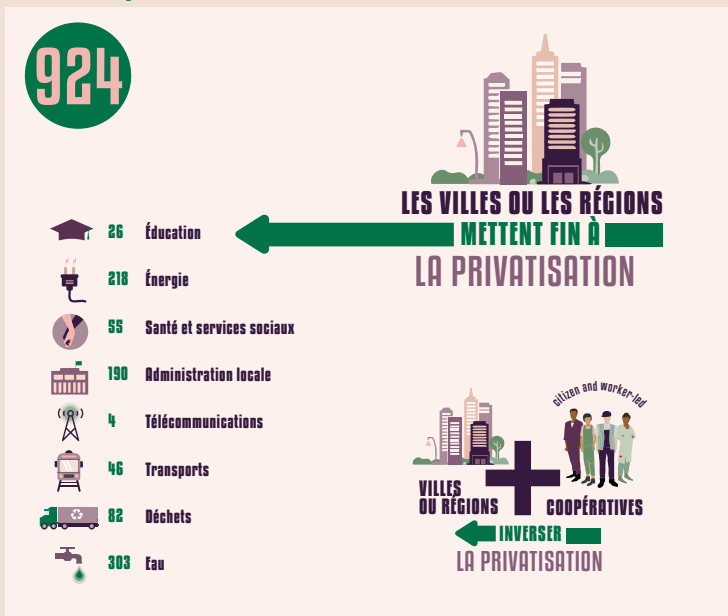
Compte tenu des forces puissantes² qui s'opposent à la remunicipalisation, il est d'autant plus remarquable que tant de services et d'équipements reviennent à la propriété et au contrôle publics. Cela démontre l'importance des services publics aux yeux des citoyens

et met en valeur la détermination des communautés, des syndicats et des élus qui les défendent.

Nos recherches montrent que la remunicipalisation reste toujours aussi forte dans des secteurs comme l'énergie et l'eau. Nous avons également observé des tendances dynamiques de remunicipalisation et de municipalisation dans des secteurs moins attendus, comme les télécommunications, qui dépassaient le cadre de nos publications précédentes. Dans le monde d'aujourd'hui, l'accès à internet haut débit est essentiel pour les ménages et les entreprises. Nous avons constaté que des collectivités, à l'échelon régional et municipal, interviennent pour combler le fossé numérique en offrant un service internet haut débit abordable, en garantissant l'accessibilité et en revitalisant l'économie locale dans des petites villes et des zones rurales où les entreprises privées de télécommunications hésitent à investir en raison d'un manque de rentabilité. Le Parti travailliste britannique a poussé cette tendance un peu plus loin dans son

Reconquête et création de services publics: La (re)municipalisation

Remunicipalisation



Municipalisation

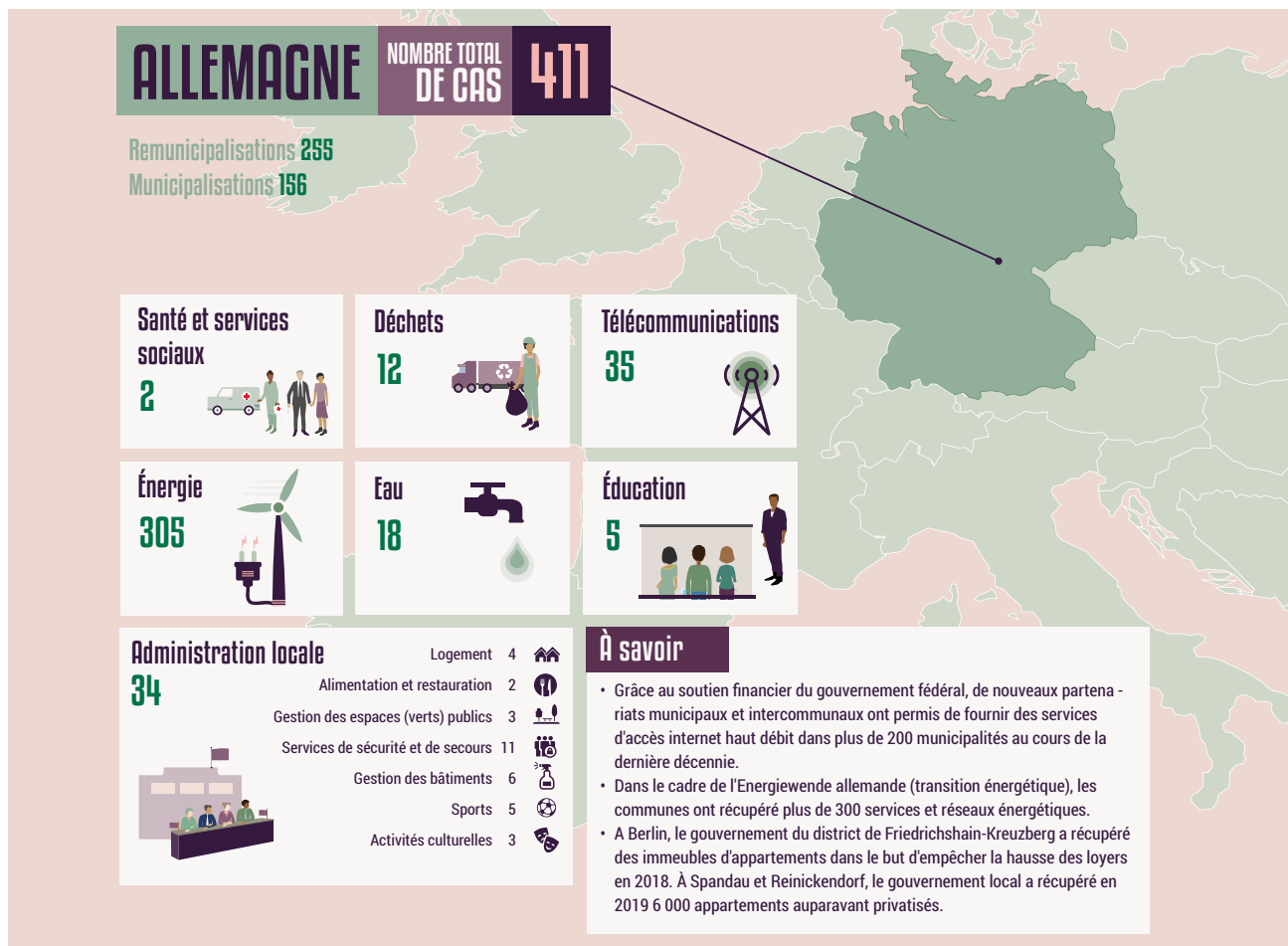


manifeste électoral de 2019 avec un plan pour renationaliser partiellement British Telecom et offrir un haut débit universel et gratuit. Cela montre que même un secteur économique généralement considéré comme le domaine de grandes entreprises privées peut être transformé pour offrir un service public universel.

Tandis que cette publication présente de nombreux exemples de (re)municipalisation de services publics — touchant pratiquement tous les pays et tous les secteurs —, de nouveaux cas de privatisation continuent d'émerger. Cette enquête ne se limite pas aux chiffres, elle porte avant tout sur un mouvement mondial en plein essor. À bien des égards, la privatisation est l'option facile pour les autorités locales et nationales : elle est soutenue par des acteurs puissants, accompagnée de nombreux financements internationaux, facilitée par des régimes juridiques favorables et elle permet aux politiques, soumis aux cycles électoraux, de répercuter les coûts sur leurs successeurs. D'un autre côté, la (re)municipalisation est alimentée par les aspirations des communautés et des gouvernements locaux qui souhaitent poursuivre des objectifs sociaux et environnementaux, favoriser la démocratie et la participation locales et, en dernière instance, reprendre le contrôle démocratique des services publics et des ressources locales afin de protéger leur avenir commun. Comme le montre ce rapport, ces aspirations sont si fortes qu'elles ont abouti à 924 remunicipalisations et 484 municipalisations entre 2000 et 2019.

Cette vague de (re)municipalisations se déroule à un moment critique. La crise du COVID-19 a douloureusement mis en évidence les effets désastreux de l'austérité, du recul de la sécurité sociale et de la privatisation des systèmes de santé dans le monde entier. En outre, les mouvements politiques d'extrême droite continuent de chercher à tirer parti des sentiments d'insécurité et de colère des citoyen-ne-s et utilisent le racisme, le fascisme et la xénophobie pour diviser davantage les populations. Les forces progressistes doivent offrir une solidarité et des solutions concrètes : des emplois décents, des services publics pour tous et des économies locales résilientes. Nous devons fournir des alternatives publiques viables qui renforcent à la fois les communautés et le tissu démocratique de la société.

Profils nationaux



CHILI

NOMBRE TOTAL DE CAS **44**

Remunicipalisations **2**
Municipalisations **42**

Santé et services sociaux



40



Administration locale

3



Gestion des bâtiments **2** 
Logement **1** 

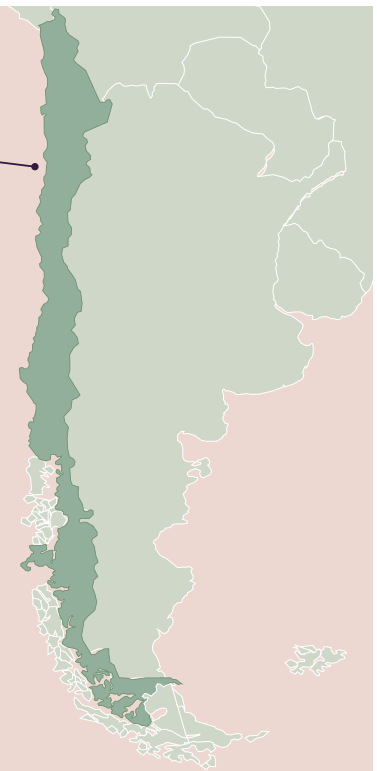
Éducation

1



À savoir

- Elles suivent le modèle de la pharmacie publique du gouvernement local de Recoleta, où certains résidents dépensent maintenant mensuellement 70 % de moins en médicaments.
- En 2018, le gouvernement local a créé l'Université ouverte de Recoleta.
- Elle propose aujourd'hui 150 cours dans les domaines des arts, sciences, sciences humaines, sciences sociales et technologie. Au total, 3 300 étudiants ont suivi un ou plus de cours à l'Université ouverte.



DANEMARK

NOMBRE TOTAL DE CAS **35**

Remunicipalisations **29**
Municipalisations **6**

Santé et services sociaux

8



Déchets

13



Énergie

2



Administration locale

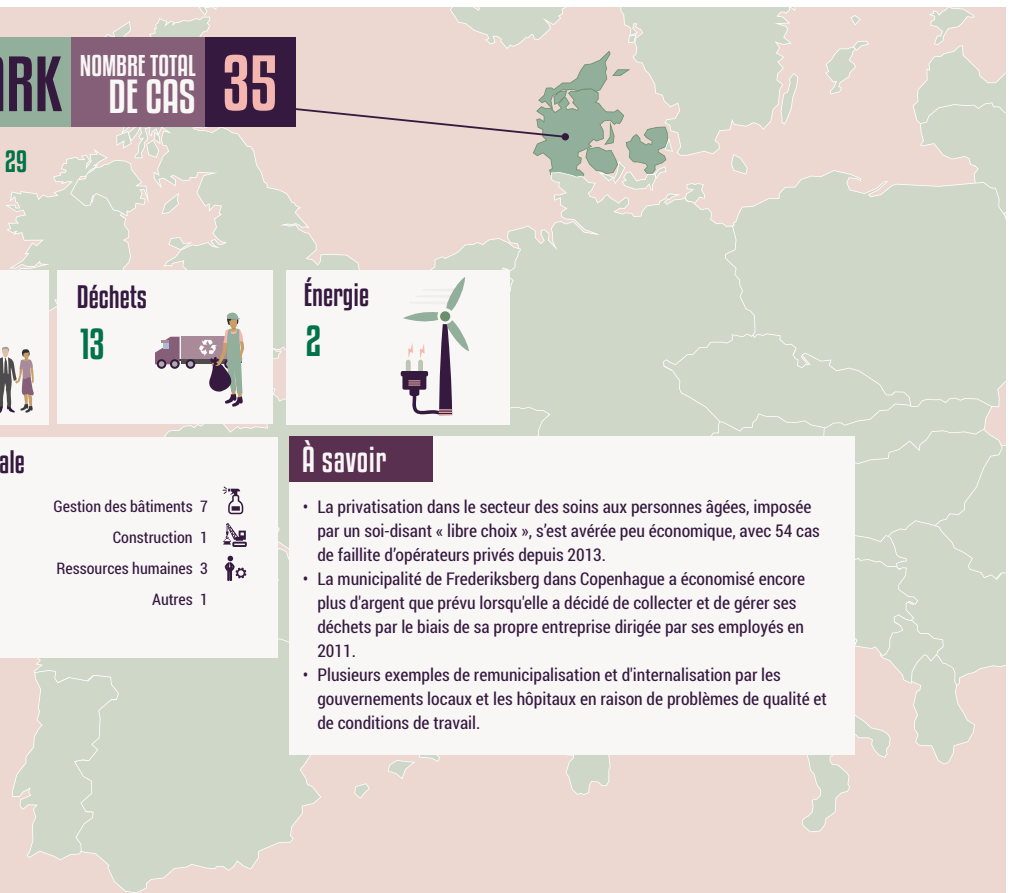
12



Gestion des bâtiments **7** 
Construction **1** 
Ressources humaines **3** 
Autres **1**

À savoir

- La privatisation dans le secteur des soins aux personnes âgées, imposée par un soi-disant « libre choix », s'est avérée peu économique, avec 54 cas de faillite d'opérateurs privés depuis 2013.
- La municipalité de Frederiksberg dans Copenhague a économisé encore plus d'argent que prévu lorsqu'elle a décidé de collecter et de gérer ses déchets par le biais de sa propre entreprise dirigée par ses employés en 2011.
- Plusieurs exemples de remunicipalisation et d'internalisation par les gouvernements locaux et les hôpitaux en raison de problèmes de qualité et de conditions de travail.



ESPAGNE

NOMBRE TOTAL DE CAS **119**

Remunicipalisations **105**
Municipalisations **14**

Santé et services sociaux
14

Déchets
6

Énergie
18

Eau
38

Éducation
2

Administration locale
41

Logement	2	
Alimentation et restauration	1	
Gestion des espaces (verts) publics	12	
Parkings	6	
Gestion des bâtiments	10	
Sports	2	
Activités culturelles	2	
Construction	1	
Services funéraires	2	
Autres	3	

À savoir

- Le nombre de (re)municipalisations a plus que doublé depuis 2017.
- Un mouvement social et municipaliste très vigoureux a permis d'obtenir 38 remunicipalisations de l'eau.
- La remunicipalisation de l'eau à Terrassa aboutit à de nouvelles formes de prises de décisions démocratiques. Avec le soutien de la société civile, la ville a créé un Observatoire permettant aux utilisatrices-eurs de participer à la gestion publique.
- Valladolid a économisé 13,3 millions d'euros depuis la remunicipalisation de l'eau en 2017, près de 4% du budget municipal pour 2018.
- Au total, 41 services publics locaux ont été remunicipalisés, tels que les cantines scolaires, les espaces verts, les parkings ou les services de nettoyage et de funérailles.

ÉTATS-UNIS

NOMBRE TOTAL DE CAS **230**

Remunicipalisations **81**
Municipalisations **149**

Énergie
11

Télécommunications
145

Santé et services sociaux
2

Eau
71

Administration locale
1

Prisons **1**

À savoir

- Au total, 11 (re)municipalisations énergétiques ont eu lieu, visant à lutter contre la crise climatique, créer de la richesse collective locale et augmenter le contrôle démocratique (par les utilisat-rices-eurs).
- Depuis 2002, il y a eu 71 remunicipalisations de services d'eau. L'année la plus chargée a été 2010, avec 10 services d'eau récupérés, conduisant à une réduction des frais d'utilisation.
- Des remunicipalisations importantes des services d'eau ont eu lieu à Atlanta, Missoula, Montara et Pittsburgh.
- Au moins 141 nouveaux services publics de télécommunications ont été créés pour améliorer l'accès et le contrôle démocratique, créer des emplois et stimuler l'activité économique (Tullahoma et Chattanooga), améliorer la qualité de vie et pour faire progresser la santé et l'éducation (EC Fiber au Vermont).
- Modèles de partenariats public-public intéressants impliquant les autorités locales dans l'État de Washington (Northwest Open Access Network), le comté de Skagit et Thomasville.

FRANCE

NOMBRE TOTAL DE CAS **156**

Remunicipalisations **155**
Municipalisations **1**


Transports
21




Déchets
3



Énergie
2



Eaux
109



Administration locale
21



Alimentation et restauration	4	
Sports	1	
Parkings	3	

À savoir

- Environ 70 % des cas concernent le secteur de l'eau, qui a connu une vague de remunicipalisation depuis 2000, notamment dans les grandes villes comme Paris, Rennes, Grenoble, Nice et Montpellier.
- Paris est un modèle de remunicipalisation, avec l'introduction de mécanismes pionniers de responsabilisation démocratique, l'accent mis sur l'accès à l'eau pour tous, y compris les sans-abri et les migrants, et l'adaptation au changement climatique – tout en maintenant des prix inférieurs à ce qu'ils étaient avant la remunicipalisation.
- L'accès aux aliments biologique et locaux dans les restaurants scolaires et les garderies est un autre secteur où les villes et les autorités locales progressistes réinventent les services publics, avec la création de fermes municipales et des politiques d'achats innovantes.
- Plusieurs villes comme Paris et Rennes ont mis en place des partenariats innovants avec le secteur agricole pour protéger les bassins versants, encourager une conversion à la production biologique et créer de nouveaux marchés grâce à leurs politiques d'achat et à des labels publics.

MALAISIE

NOMBRE TOTAL DE CAS **16**

Remunicipalisations **1**
Municipalisations **15**


Santé et services sociaux
4



Télécommunications
1



Éducation
6



Transports
1



Eau
2



Administration locale
2



Logement	1	
Alimentation et restauration	1	

À savoir

- L'État du Selangor a réussi la remunicipalisation des services de gestion de l'eau en 2018, après un coûteux conflit de 20 ans.
- L'état du Selangor a lancé l'Initiative de soins populaires (IPR) en 2008, un programme intégré de protection sociale couvrant l'éducation, les soins de santé, le logement et l'alimentation. Elle se concentre sur l'accès des familles à faibles revenus à tous ces services.
- Eau gratuite (20 mètres cubes/mois/famille), transport en bus gratuit et 300 spots internet wifi gratuits font également partie du programme.

NORVÈGE

NOMBRE TOTAL DE CAS **42**

Remunicipalisations **39**
Municipalisations **3**

Santé et services sociaux
18





Déchets
19



Administration locale
5



Gestion des bâtiments 4 
Services de sécurité et de secours 1 

À savoir

- En 2017, plus de 100 municipalités ont repris le contrôle de la gestion de leurs déchets après la faillite de RenoNorden.
- La fusion de petites villes en une seule municipalité a permis la remunicipalisation intercommunale et la création d'une entreprise municipale intégrée bénéficiant de la solidarité et des capacités du secteur public.
- La remunicipalisation est importante dans les secteurs des services de soins (maisons de retraite, soins aux personnes âgées) et des services administratifs locaux (agence pour l'emploi).
- Rôle fort et stratégique des syndicats de travailleurs dans le processus de remunicipalisation.

PHILIPPINES

NOMBRE TOTAL DE CAS **21**

Municipalisations **21**

Santé et services sociaux
4



Énergie
1






Éducation
3



Administration locale
6



Gestion des espaces (verts) publics 1 
Alimentation et restauration 4 
Services de sécurité et de secours 1 

Eau
7



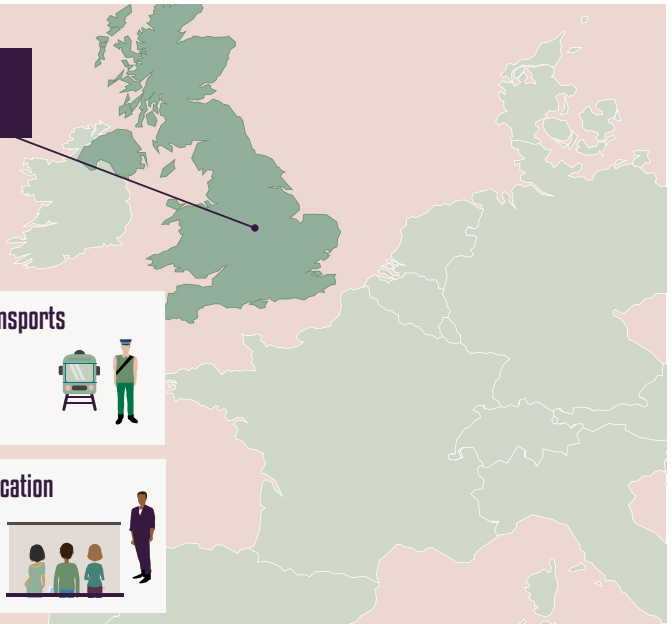
À savoir

- Les municipalités aux Philippines créent de nouveaux services publics fondés sur le bien-être pour accroître la protection sociale.
- Binalonan a commencé à fournir des services de santé efficaces aux habitant-e-s, y compris des centres de soins et un soutien financier aux services de santé. La municipalité a réduit la malnutrition chronique des enfants de 17 % et augmenté l'utilisation des contraceptifs de 51 %.
- La municipalité de Cainta Rizal a lancé son programme "One Cainta" en 2016, offrant une éducation gratuite par la création d'un collège, l'inscription de 800 étudiants par an, et des équipements de soins de santé supplémentaires, améliorant l'accès aux services médicaux pour les groupes économiquement défavorisés.
- Les municipalités jouent un rôle important dans l'augmentation de la résilience climatique du pays, en établissant des approches inclusives de l'agriculture et de la pêche, de la protection des écosystèmes et de la production d'énergie (Del Carmen et Lanuza).

ROYAUME-UNI

NOMBRE TOTAL DE CAS **110**

Remunicipalisations **96**
Municipalisations **14**



Santé et services sociaux

9

Waste Déchets

15

Transports

12

Énergie

13

Eau

2

Éducation

4

Administration locale

55

Logement	18	
Alimentation et restauration	3	
Gestion des espaces (verts) publics	4	
Services de sécurité et de secours	1	
Parkings	1	
Gestion des bâtiments	9	
Sports	2	
Activités culturelles	1	
TIC	7	
Construction	3	
Prisons	1	
Ressources humains	2	
Autres	3	

À savoir

- Deux grandes sociétés IFP ont fait faillite en 2018 et 2019. Les cas de (re)municipalisations sont passés de 64 en 2017 à 108 en 2019.
- Forte tendance à la réinternalisation depuis 2008 dans tous les secteurs et surtout dans les collectivités locales (informatique, logement, nettoyage et maintenance), ainsi que dans les déchets et les transports.
- La propriété publique de l'eau, de l'énergie, du rail, du courrier et du système de santé bénéficie du soutien du public. Par exemple, 83 % soutiennent la gestion publique de l'eau.
- La remunicipalisation, l'internalisation et de nouvelles expériences de service public alimentent une demande nationale croissante de propriété publique démocratique.

Principales conclusions

1. La remunicipalisation et la municipalisation redéfinissent la propriété publique

Notre enquête met au jour la façon dont la remunicipalisation et la municipalisation redéfinissent la propriété publique pour le 21^e siècle, avec une vision du centrée sur la participation et le contrôle démocratiques. Un réseau croissant de communes vertes progressistes s'attaque au changement climatique et au creusement des inégalités en utilisant des stratégies qui mettent en jeu la (re)municipalisation. Les villes sont parfaitement positionnées pour expérimenter la démocratie directe, ainsi que pour faire progresser des modèles économiques innovants qui créent de la richesse collective locale et des emplois décents. Les motivations derrière la remunicipalisation sont diverses, mais impliquent souvent un échec de la privatisation. Cela souligne l'importance de nos observations actuelles ainsi que des nombreux changements positifs qui résultent de la (re)municipalisation.

L'impact positif le plus direct de la (re)municipalisation est la baisse des coûts d'exploitation des services, constatée ou prévue dans au moins 245 cas. Dans 188 cas, une réduction du fonctionnement du service a entraîné (ou va normalement entraîner) une baisse des tarifs pour les usagers. Dans au moins 264 cas, les investissements dans l'amélioration du service et la protection de l'environnement ont augmenté ou devraient augmenter bientôt.

Les travailleu-ses-rs qui fournissent les services publics sont essenti-le-s et leurs conditions de travail influent inévitablement sur la capacité à fournir des services de qualité. Dans les processus de (re) municipalisation étudiés, les conditions générales d'emploi ont été maintenues. Dans 158 cas, elles étaient même susceptibles d'être améliorées voire nettement améliorées dès lors que les travailleurs – en particulier ceux en situation de vulnérabilité – étaient en mesure d'obtenir de meilleures protections et conditions. La participation des syndicats a été essentielle pour atteindre ces résultats.

Dans l'intérêt des générations futures, il est de notre devoir collectif de développer des politiques climatiques et énergétiques intégrées qui décarbonisent la société. Un nombre important de privatisations ont un impact

positif sur les économies locales en garantissant des emplois sûrs et en attirant de nouvelles activités de production et de recherche. La durabilité écologique et l'autonomisation sociale jouent également un rôle clé dans la création de richesses collectives partagées dans l'économie locale (comme on le voit dans 297 des cas étudiés), et les démarches municipales de dé-privatisation devraient ou ont déjà contribué à une transition écologique dans au moins 119 cas. Des efforts vers une coordination intégrée des politiques publiques pour protéger l'environnement dans les domaines de l'énergie, des déchets, du logement, de l'eau, de l'alimentation et des transports ont également été clairement observés (209 cas). Les villes pionnières et les entreprises publiques qui investissent stratégiquement pour protéger durablement l'environnement démontrent leur force en tant qu'acteurs publics.

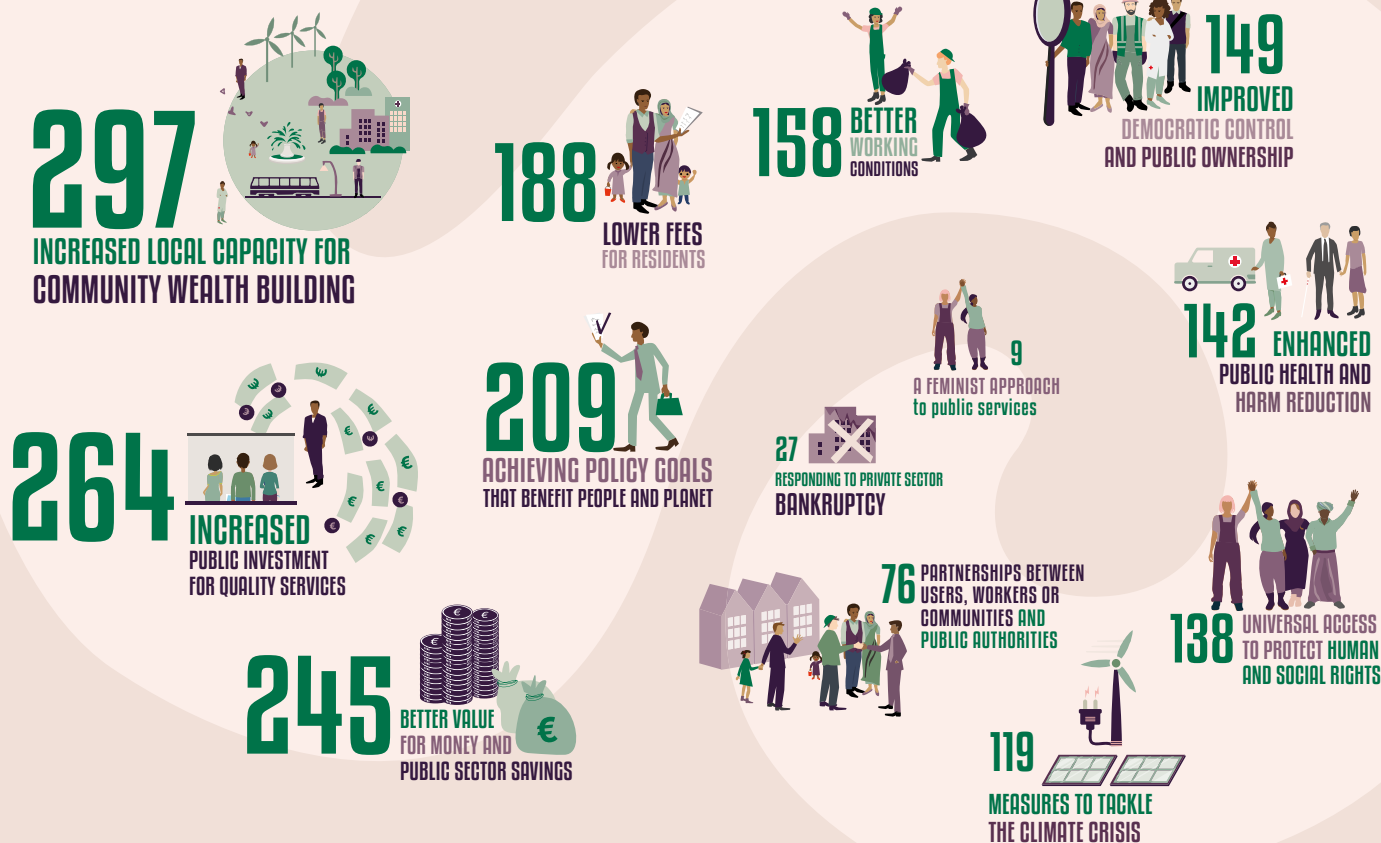
À des degrés divers, nous avons observé dans les 1 400 cas que les acteurs publics (r)établissaient des valeurs au service du public et de la planète lorsqu'ils reprenaient ou créaient des services publics. Ensemble, ces éléments clés pour la reconquête et l'expansion des services publics constituent une définition solide de la propriété publique du 21^e siècle. Cette tendance doit se poursuivre.

Notre recherche a également posé la question de savoir si la (re)municipalisation a permis d'améliorer le contrôle démocratique de la propriété publique. Dans de nombreux cas, la réponse est positive ; nous avons réussi à trouver des références claires à l'introduction ou à l'amélioration des mécanismes démocratiques dans au moins 149 cas. Les mesures prises vont de la responsabilisation accrue, de la transparence et de la divulgation d'informations à la mise en place d'une gouvernance participative dans les entreprises publiques.

2. La remunicipalisation réduit les coûts et améliore les services

Bien que le coût ne soit pas le seul facteur à prendre en compte lors de la décision de remunicipalisation d'un service public, il est évidemment l'un des plus importants. Les services publics offrent le meilleur rapport qualité-prix, contrairement aux affirmations néolibérales selon lesquelles la privatisation, les PPP et l'externalisation exercent moins de pression

(Re)municipalisations strive for



sur les finances publiques. En 2014, le vérificateur général de la province canadienne de l'Ontario a examiné 74 projets de PPP et a conclu qu'ils avaient coûté 8 milliards de dollars canadiens de plus que si la province avait eu recours aux marchés publics. De même, la vérificatrice générale de la Colombie-Britannique au Canada a examiné 16 projets de PPP en 2014 et a indiqué que la province avait payé environ deux fois plus pour le financement du secteur privé qu'elle l'aurait fait si elle avait elle-même emprunté l'argent³. Au Royaume-Uni, un rapport du *National Audit Office* de 2018 a révélé que le financement privé de projets publics peut revenir jusqu'à 40 % plus cher que le financement par emprunt public⁴. À titre d'illustration, un rapport du *UK Treasury Committee* estimait qu'un hôpital à financement privé coûte 70 % plus cher qu'un hôpital à financement public⁵.

Il y a cinq raisons principales pour lesquelles les services privatisés coûtent généralement plus cher :

1. Les sociétés doivent générer des bénéfices et verser des dividendes à leurs actionnaires et aux sociétés mères.
2. La privatisation crée des niveaux supplémentaires de complexité et de coûts, y compris le paiement d'honoraires substantiels aux consultants et aux avocats qui conçoivent les contrats.
3. Les pouvoirs publics perdent le contrôle des coûts de fonctionnement du service, car les opérateurs privés ont tendance à sous-traiter une partie du travail à d'autres entreprises du même groupe, souvent à coût élevé.
4. Les opérateurs privés n'ont pas de vision à long terme en matière de gestion financière.

5. Les organismes publics paient généralement des taux d'intérêt inférieurs à ceux des entités privées, d'où leurs coûts d'emprunt inférieurs.

Il existe des preuves solides que la privatisation est plus onéreuse. D'innombrables exemples de remunicipalisation suggèrent que les services qui sont publics et fournis directement par les travailleurs du secteur public sont économiquement avantageux. Comme mentionné précédemment, nous avons observé au moins 245 cas dans lesquels la (re)municipalisation vise ou a déjà réussi à réduire le coût de la prestation du services, ainsi qu'au moins 264 cas dans lesquels les entreprises municipales prévoient ou ont déjà réussi à augmenter investissements public dans les services et les infrastructures. Lorsque les services reviennent sous contrôle public, les recettes fiscales et tous les revenus générés par les frais d'utilisation peuvent être directement investis dans l'amélioration des services et la garantie de leur durabilité.

Étude de cas A – Valladolid, Espagne : Approvisionnement en eau

En 2016, la mairie de Valladolid a décidé de remunicipaliser l'approvisionnement en eau de la zone métropolitaine car son contrat avec un fournisseur privé devait expirer l'année suivante. Au cours des 20 années précédentes, l'entreprise privée avait augmenté les prix pour les consommateurs de 37,28 %, ce qui avait rendu l'eau potable presque inabordable pour les ménages les plus pauvres, en particulier après la crise économique de 2008-2009. Une autre motivation était le manque d'investissement dans le réseau d'eau sous propriété privée, bien que l'entreprise ait toujours récolté des bénéfices élevés.

En 2015, les élections municipales ont amené un nouveau gouvernement et la possibilité de mettre fin à la gestion privée de l'eau à Valladolid. La majorité absolue du conseil municipal a approuvé la remunicipalisation des services de l'eau en décembre 2016 et la nouvelle société publique de distribution d'eau Aquavall a ensuite repris la totalité de la main-d'œuvre de l'entreprise auparavant privée. Après deux ans de fonctionnement, Aquavall avait

déjà fait économiser à la ville 13,3 millions d'euros, soit 4 % de son budget total en 2018 (337,2 millions d'euros)⁶. Jusqu'à présent, la nouvelle société publique a réalisé un chiffre d'affaires total de 26,4 millions d'euros. Une grande partie des bénéfices est maintenant utilisée pour entretenir et améliorer les réseaux d'assainissement et de distribution de la ville, ce qui a contribué à stabiliser les frais d'entretien payés par les consommateurs. En outre, les revenus restant sont utilisés pour créer de la richesse collective grâce à des investissements dans des panneaux photovoltaïques, qui devraient réduire le coût de la production d'électricité à l'avenir.

3. La propriété et la gestion privées de services publics exposent les collectivités à un risque permanent de faillite

Les remunicipalisation sont souvent l'histoire d'habitant-e-s, de travailleur-s-es, d'élus-es et de fonctionnaires qui reprennent le contrôle de services publics en vue d'atteindre des objectifs sociaux et environnementaux. Mais ce sont aussi des histoires de privatisations ratées. Nous avons recensé au moins 27 cas de faillites d'opérateurs privés dans notre enquête sur la (re)municipalisation. L'effondrement en 2018 de Carillion, une société britannique spécialisée dans la sous-traitance et les infrastructures privatisées, a mis en péril 420 projets d'initiatives de financement privé ainsi que l'avenir de 18 000 employés. Au Danemark, où les politiques dites de « libre choix » ont introduit une concurrence obligatoire dans les soins aux personnes âgées, un grand nombre d'entreprises privées ont fait faillite. En Norvège, la faillite de la société de gestion des déchets RenoNorden aurait affecté plus de 137 municipalités si le syndicat n'avait pas anticipé ses difficultés économiques et travaillé avec les autorités locales pour préparer la remunicipalisation des services. Ces faillites et effondrements d'entreprises lèvent le voile sur les fausses promesses d'efficacité et d'innovation de la privatisation : de nombreux accords de privatisation ne sont pas viables sur le plan économique. Les contrats d'externalisation et les partenariats public-privé sont souvent conçus pour privilégier les bénéfices et les dividendes au détriment de la qualité des services. Lorsque les bénéfices

s'assèchent ou ne se matérialisent pas, les entreprises et les investisseurs s'en vont, abandonnant le service ainsi que les travailleurs et les personnes qui en dépendent pour leur survie. Une autre illustration de l'échec économique de la privatisation est la réticence des opérateurs privés à fournir des services à des zones, des communautés ou des groupes d'utilisateurs qui ne sont pas suffisamment rentables, parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de payer le service ou sont plus chers à desservir. Par exemple, les grandes entreprises de télécommunications aux États-Unis ne déploient aucun effort pour desservir les zones rurales, les petites municipalités et les communautés à faible revenus. Des gouvernements locaux et des entreprises communautaires sont intervenus pour combler cette lacune en développant une infrastructure internet à haut débit dans de nombreuses zones où les compagnies privées n'y étaient pas parvenues. Dans la plupart des pays africains, les opérateurs privés de gestion des déchets opèrent uniquement dans les quartiers les plus riches des grandes villes, excluant ainsi la grande majorité de la population. Dans la ville de Dar es Salaam en Tanzanie, la privatisation des services de gestion des déchets a conduit à une couverture inégale : les zones aisées de la ville reçoivent de bons services et les quartiers pauvres sont négligés. En conséquence, 70 % des déchets de Dar es-Salaam sont éliminés de manière informelle, déversés illégalement dans les cours d'eau ou les champs, ou encore brûlés.⁷

Étude de cas B – Kragerø, Norvège : Gestion des déchets

À Kragerø, les employés et le comité d'entreprise de la société privée de collecte des déchets RenoNorden ont alerté l'administration municipale en 2017 sur le fait que l'entreprise ne remplissait plus ses missions. Après une analyse approfondie, la municipalité a décidé de gérer elle-même la collecte des déchets. Elle a réussi à mettre fin au contrat avec RenoNorden avant que la société ne fasse faillite et est parvenue à conserver ses employés. En conséquence de cette remunicipalisation, les frais de collecte des déchets pour les résidents ont été réduits de 14 %, tandis que les salaires et les pensions des employés ont augmenté. La municipalité continue d'économiser de l'argent en évitant les processus d'appel d'offres coûteux, et

profite également de l'augmentation du personnel à temps plein qui peut aider à d'autres services municipaux.

Outre une meilleure rémunération, les anciens employés de RenoNorden signalent d'autres améliorations. Par exemple, la municipalité offre un soutien éducatif aux employé-e-s sans formation professionnelle formelle afin qu'ils ou elles puissent obtenir des diplômes officiels, et davantage de personnel ont obtenu des contrats permanents avec des heures supplémentaires ou des postes à temps plein.⁸

Étude de cas C – Région du Danemark du Sud : Services d'ambulance

Jusqu'à l'été 2016, la région du Danemark du Sud a externalisé son service d'ambulance à des entreprises privées. Peu de temps après avoir remporté le dernier appel d'offres, cependant, la branche danoise de la société néerlandaise d'ambulance BIOS a non seulement eu du mal à recruter suffisamment de conductrices, mais elle n'a pas non plus remboursé un double paiement effectué par erreur par la région. En conséquence, BIOS Danemark a fait faillite en juillet 2016. La région a profité de l'occasion pour remunicipaliser le service de secours, en embauchant 657 anciens employés de BIOS et 100 techniciens médicaux d'urgence supplémentaires. En comparaison avec les coûts opérationnels de FALCK, le prédécesseur de BIOS, la région a réussi à réduire le coût des services d'ambulance de 15 %, tout en améliorant la qualité grâce à l'embauche de personnel supplémentaire. Une majorité politique de la région du Danemark du Sud a depuis décidé d'exclure les entreprises privées de la gestion des opérations d'ambulance dans le sud du Jutland et sur l'île de Funen.⁹

4. La (re)municipalisation aide à maintenir et promouvoir les droits humains et sociaux

Le rapport 2018 du Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme¹⁰ indique que la privatisation généralisée des services publics et des infrastructures élimine systématiquement les protections des droits humains et marginalise

davantage les personnes vivant dans la pauvreté. Le rapport examine les implications pour les droits humains de la privatisation des systèmes de justice pénale, des services sociaux, de l'eau, de l'assainissement, de l'électricité, des soins de santé, des transports et de l'éducation. Le rapporteur spécial Philip Alston critique l'absence de critères relatifs aux droits humains dans la plupart des accords de privatisation, qui incluent rarement un suivi de l'impact sur les plus démunis.

La (re)municipalisation est un antidote à cette érosion des droits humains. Notre enquête a relevé 138 cas dans lesquels la défense des droits humains et sociaux était un objectif politique clair derrière la (re)municipalisation, lié à de nombreuses mesures concrètes pour atteindre cet objectif. Par exemple, la société publique parisienne de l'eau Eau de Paris a été créée en 2010, mettant fin à une longue période de privatisation qui avait commencé au milieu des années 80. L'entreprise affirme que sa mission va au-delà des tuyaux de raccordement, et s'est engagée à défendre le droit humain à l'eau pour tous les Parisiens quel que soit leur situation. Eau de Paris entretient et élargit un réseau de fontaines publiques à travers la ville qui donnent accès à l'eau aux populations les plus vulnérables. Il s'agit d'un service essentiel pour les réfugiés qui arrivent dans la ville, ainsi que pour les sans-abri¹¹.

Étude de cas D – État du Selangor, Malaisie : Santé et protection sociale

À la suite d'un changement de gouvernement en 2008, l'État du Selangor a introduit un programme intégré de protection sociale appelé *Inisiatif Peduli Rakyat* (« initiative populaire de soins »). Financé par les recettes de l'État, le programme vise à améliorer le bien-être de divers groupes vulnérables dans les domaines de l'éducation, des soins sociaux, de l'approvisionnement en eau, des transports, du logement et de l'alimentation. L'amélioration de la protection sociale joue un rôle particulièrement important dans cette initiative : depuis 2008, le programme *Skim Mesra Usia Emas* (« Adapté à l'âge d'or ») offre un paiement de funérailles de 2 500 RM (538 €) aux personnes âgées enregistrées cherchant à aider leurs proches à couvrir leurs frais d'inhumation. En outre, un programme de santé pour les femmes lancé en 2010 offre des

mammographies gratuites aux femmes de 35 ans et plus. Une autre initiative lancée en 2017 subventionne la fourniture de soins de santé primaires aux ménages à faibles revenus, l'État fournissant 500 RM (108 €) par an pour les frais médicaux.¹²

Étude de cas E – Berlin, Allemagne : Logement

Berlin, la capitale allemande, a vu le loyer moyen doubler en seulement cinq ans¹³. Les gouvernements locaux ont réagi au tollé suscité parmi les résident-e-s en prenant des mesures fortes, telles que l'acquisition publique de logements privés et une politique visant à stopper la hausse des loyers. Dans l'arrondissement de Friedrichshain-Kreuzberg, par exemple, le sénat du district a aidé les résidents à bloquer la vente de 675 appartements à la holding immobilière Deutsche Wohnen. Les locataires craignaient des augmentations de loyer disproportionnées en raison des projets de rénovation inutiles imposés par l'entreprise¹⁴. L'État fédéré de Berlin a fait un recours devant les tribunaux pour empêcher les ventes, mais sa demande a été rejetée en 2018. Contournant les restrictions légales, le sénat a ensuite permis aux locataires de faire usage de leurs droits de préemption au moyen d'une « acquisition étirée » : les résidents pouvaient « acheter » leurs appartements, puis les revendre à l'organisme berlinois de gestion des logements publics. Fin 2019, cet organisme avait racheté 6 000 appartements supplémentaires dans les quartiers de Spandau et Reinickendorf¹⁵ – le plus grand acte de remunicipalisation de l'histoire allemande. En octobre 2019, l'État de Berlin a adopté une loi sur le contrôle des loyers qui les a gelés au niveau de juin 2019 pour les cinq prochaines années, et les a également plafonnés à un maximum fixé¹⁶. Les locataires de 1,5 million de foyers berlinois bénéficieront de ces changements. À côté de ces initiatives municipales, le mouvement des locataires croît rapidement : il demande aujourd'hui un référendum pour transférer environ 240 000 appartements actuellement entre les mains de Deutsche Wohnen et d'autres grandes sociétés immobilières.

5. La (re)municipalisation peut mettre fin au travail précaire

La privatisation, l'externalisation, les partenariats public-privé, les mesures d'austérité et les politiques similaires sont souvent justifiés par l'argument que le secteur privé est plus efficace et permettra d'économiser des fonds publics. Cependant, en réalité, lorsque les opérateurs privés réduisent les coûts, c'est souvent aux dépens des travailleu-ses-rs des services publics. En supprimant des emplois, en érodant les conditions de travail et en sapant la négociation collective, la privatisation est un puissant moteur de précarisation du travail. C'est un problème non seulement pour les travailleu-ses-rs, leurs familles et les communautés locales, mais aussi pour les utilisateurs car la qualité et l'accessibilité du service diminuent.

En revanche, il existe de nombreux exemples de remunicipalisation et d'internalisation dans lesquels les collectivités ont économisé de l'argent tout en améliorant les conditions de travail et/ou les salaires. Depuis 2011, le conseil municipal d'Islington, à Londres, a repris des contrats d'une valeur d'environ 380 millions de livres sterling pour des services de nettoyage et d'entretien des bâtiments et des terrains ainsi que de gestion des déchets. Cette décision s'est traduite par un meilleur salaire et de meilleures conditions de travail pour 1 200 employés en première ligne, et a permis d'économiser environ 14 millions de livres sterling¹⁷. À Kragerø, en Norvège, la remunicipalisation de la gestion des déchets a entraîné une réduction de 14 % des redevances pour les résidents, tout en augmentant les salaires et les pensions des travailleu-ses-rs.

Ce rapport documente au moins 158 cas de municipalisation et de remunicipalisation qui visent à améliorer ou qui ont déjà amélioré les conditions pour les travailleu-se-s-rs. Les améliorations portent sur la rémunération, la santé et la sécurité au travail, la liberté d'association, la négociation collective, la liberté d'expression et la participation des travailleurs à la prise de décisions. Ces cas montrent que la création d'emplois de qualité et l'amélioration des conditions pour les travailleu-ses-rs — tout en valorisant leurs connaissances et leur expérience dans l'organisation et la gestion des services — vont de pair avec la mise en place de services publics accessibles et

économiquement efficaces. Ce n'est pas un hasard si les travailleu-ses-rs et leurs syndicats sont souvent à l'avant-garde des efforts de (re)municipalisation.

Étude de cas F – Seoul, Corée du Sud : Le nettoyage dans les transports urbains

Capitale de près de 10 millions d'habitants, Séoul a subi une réforme globale de la politique du travail sous la direction de l'actuel maire Park Won-soon. Entre 2013 et 2017, la ville a régularisé le statut d'emploi de 7 296 travailleu-ses-rs du secteur public, dont 70 % étaient des femmes de ménage. Beaucoup d'entre eux et elles sont désormais directement employé-e-s par deux nouvelles sociétés publiques, Seoul Metro Environment et Seoul Urban Rail Green Environment. Auparavant, ces travailleu-ses-rs étaient employé-e-s par des sous-traitants qui ne leur fournissaient aucune protection sociale ou sanitaire et ne les payaient pas correctement. Depuis, leurs salaires ont augmenté en moyenne de 7,3 % et leurs droits sociaux ont été normalisés. Malgré l'augmentation des coûts de main-d'oeuvre, le bilan pour la ville s'est également amélioré, car l'élimination des frais de gestion et des paiements de TVA de 10 % aux sous-traitants a considérablement réduit les coûts d'exploitation¹⁸.

6. La (re)municipalisation peut améliorer la santé publique et réduire les risques

Le secteur des soins de santé fait face à des pressions pro-privatisation toujours plus fortes, notamment via l'externalisation et des appels d'offres. Les équipements et prestataires de services à but lucratif profitent d'un marché en croissance grâce à la libéralisation, qui est largement due aux accords internationaux sur le commerce et l'investissement.

Il est clair cependant que la remunicipalisation et la municipalisation dans le secteur de la santé bénéficient à la santé publique, en particulier pour les familles les plus vulnérables. Parmi les exemples identifiés dans notre enquête, un complexe hospitalier régional à Helsinki en Finlande et de nouvelles pharmacies publiques dans 40 municipalités chiliennes. Ces cas montrent que les pouvoirs publics peuvent prendre des engagements solides pour protéger la santé

publique en investissant et en fournissant directement ces services.

Notre enquête a dénombré au moins 142 cas de services publics nouvellement créés ou remunicipalisés qui ont amélioré ou devraient améliorer la santé publique ou fournir des services de réduction des risques. Les services de réduction des risques, qui comprennent une gamme de politiques et de programmes sanitaires et sociaux, sont souvent négligés, bien qu'ils soient essentiels pour améliorer la santé publique. Ces services atténuent la stigmatisation et les conséquences physiques associées à la consommation de drogues en soutenant plutôt qu'en excluant et en criminalisant les utilisatrices.

Des salles de consommation supervisée de drogues, dotées de personnel, où les gens peuvent consommer des drogues de manière sûre et hygiénique dans des conditions contrôlées, ont vu le jour dans 29 villes d'Europe, ainsi qu'au Canada, au Brésil et en Australie. Ces initiatives, qui sont des points de contact pour obtenir de l'aide et du soutien, ont contribué de manière significative à la réduction des risques pour les personnes dépendantes et à diminuer l'exclusion sociale et l'aliénation.

Étude de cas G – Recoleta (Région Métropolitaine de Santiago), Chili : Accès aux médicaments

Dans un pays caractérisé par l'ancrage profond du néolibéralisme, la commune de Recoleta au Chili nage à contre-courant. Dans cette zone au nord de Santiago, près de 14 % de la population vit dans la pauvreté, soit plus du double de la moyenne régionale. Le maire Daniel Jadue, qui a remporté les élections de 2012, a commencé à récupérer la propriété publique des services de santé et a créé de nouveaux programmes publics d'éducation et de logement pour mieux soutenir les résidents locaux.

De nombreux Chiliens dépendent toujours de pharmacies privées pour leurs médicaments et sont vulnérables à la fixation non réglementée des prix par les trois sociétés qui monopolisent le fonctionnement de 90 % des dispensaires du pays. Dans le but de fournir des médicaments abordables à la population, le gouvernement local de Recoleta a

créé la première « pharmacie populaire » du Chili en 2015. Rétablissant le rôle de l'État en tant que fournisseur direct de biens, ce modèle a également ravivé l'aspect solidaire de la sécurité sociale en facilitant l'égalité d'accès des personnes à faibles revenus grâce à des subventions. Opérationnel depuis cinq, le modèle s'est révélé très efficace. Les calculs de la municipalité montrent une réduction significative du coût des médicaments pour les résidents ; les factures médicales mensuelles de certaines personnes ont ainsi connu des réductions allant jusqu'à 70 %¹⁹.

Étude de cas H – São Paulo, Brésil : Réduction des risques

Au cours des 20 dernières années, le quartier de Luz à São Paulo a été connu pour son nombre élevé d'habitants sans domicile fixe ou aux prises avec la dépendance au crack. De nombreuses initiatives publiques ont tenté de remédier à cette situation dans les années 1990 et 2000 en mettant l'accent sur la sécurité des quartiers et la criminalisation des toxicomanes. Cependant, en janvier 2014, le maire de l'époque, Fernando Haddad, a adopté une nouvelle approche : travailler avec les dirigeants communautaires et les ONG locales pour négocier le retrait de 147 tentes et entamer un dialogue avec les consommateurs de crack.

Parmi les nouveaux projets figure le programme « Bras ouverts » financé par l'État, qui s'adresse aux toxicomanes, avec une offre d'hébergement, trois repas par jour, un emploi à la municipalité et l'accès aux services de santé — tout cela sans forcer les bénéficiaires à cesser de consommer leurs substances. Depuis sa création, 73 % des personnes aidées par Bras ouverts ont cessé de consommer du crack, ce qui a permis à l'État d'économiser 68 millions de réals (11,8 millions d'euros).²⁰

7. La (re)municipalisation peut favoriser la démocratisation de la propriété publique

La propriété publique n'est pas toujours démocratique ou efficace. Le secteur public peut être entravé par la bureaucratie et l'inefficacité, ou détourné par des intérêts particuliers, par la corruption et par

des dirigeants autoritaires. Cependant, ces mêmes problèmes peuvent également affecter les entreprises et organisations du secteur privé.

La construction de services publics solides et de haute qualité nécessite de nouvelles formes de propriété publique qui permettent aux résident-e-s de participer à la prise de décision démocratique, à la fois directement et indirectement. De nombreuses formes existent. Les changements induits par la (re) municipalisation vont du renforcement des mécanismes de responsabilisation, de transparence et de divulgation de l'information à la mise en place d'une gouvernance participative dans les entreprises publiques. Une entreprise municipale (re)municipalisée ou nouvelle peut démocratiser sa gouvernance en s'assurant que les représentants des usagers soient au conseil d'administration, comme c'est le cas pour les services de l'eau à Grenoble et à Paris. Au Danemark, la loi permet aux entreprises publiques de réserver un tiers de leurs sièges au conseil d'administration aux représentants des travailleur-ses--rs.

L'inclusion de représentants des travailleur-ses--rs et des utilisat-rices--eurs dans les organes de décision des entités publiques est l'un des leviers les plus importants afin d'améliorer la gouvernance et d'élargir le sens de la propriété publique. Cette représentation peut être renforcée par la création d'espaces significatifs pour les utilisateurs, tels que les observatoires et les assemblées de citoyens. Des villes comme Paris, Barcelone et Terrassa en Espagne incluent des représentants des travailleur-ses--rs et des citoyen-ne-s au sein des conseils consultatifs de leurs services publics. À Terrassa, un organisme autonome appelé l'Observatoire de l'eau de Terrassa a été créé avec pour mandat de faciliter la participation des citoyen-ne-s à la codéfinition de politiques et aux décisions affectant l'approvisionnement en eau des municipalités.

Notre recherche a identifié des références claires à l'accroissement du contrôle démocratique comme objectif ou résultat de la (re)municipalisation dans au moins 149 cas. La ville mexicaine de Ramos Arizpe a mis fin à un partenariat public-privé pour la gestion des eaux et a réussi à remunicipaliser le service en 2014. Le maire a annoncé que la nouvelle société publique, COMPARA, s'ouvrirait à la participation

afin de transformer la relation entre le fournisseur de services et les utilisateurs. Le conseil technique, l'un des principaux organes de gouvernance de l'entreprise, est composé du maire, de deux représentants de l'opérateur des eaux du gouvernement de l'État, du directeur de COMPARA, d'experts d'un centre de recherche et de militants de l'association des utilisateurs²¹. Des exemples comme ceux de Ramos Arizpe et Terrassa montrent que le niveau de démocratisation d'une entreprise publique dépend de la lutte sociale, c'est-à-dire de la mesure dans laquelle les résident-e-s sont organisé-e-s pour revendiquer un contrôle populaire et une participation significative à la gouvernance du service public.

La propriété publique peut prendre la forme d'une collaboration avec des coopératives populaires de citoyen-ne-s et de travailleur-ses--rs, ou de copropriété partagée entre une autorité publique et une association à but non lucratif. Dans la ville allemande de Wolfhagen, la coopérative qui a contribué au financement des éoliennes locales possède un quart de la société publique d'énergie ainsi que deux sièges à son conseil d'administration²². Cette copropriété, intervenue après la remunicipalisation du réseau électrique local, a entraîné une baisse des factures d'électricité, un accroissement des investissements dans le jardin d'enfants de la coopérative, et un quasi doublement des effectifs.

Il est intéressant de noter que les collaborations et les partenariats avec des organisations communautaires contribuent à réinventer la culture des institutions publiques et à encourager une pratique démocratique approfondie. Ces partenariats remodelent les relations entre les gouvernements, les acteurs économiques et la population d'une manière qui permet aux objectifs sociaux et environnementaux de passer au premier plan. Il existe de nombreux exemples de pouvoirs publics travaillant avec des organisations à but non lucratif et des coopératives. Par exemple, diverses municipalités néerlandaises soutiennent l'association à but non lucratif Wireless Leiden pour fournir un accès internet gratuit dans certaines parties de la ville de Leiden ainsi que dans les villes environnantes. Partout en Espagne, des villes choisissent des fournisseurs d'énergie coopératifs tels que Som Energia, GoiEner et EnergÉtica plutôt que de grandes entreprises privées.

Étude de cas I – Terrassa, Espagne : Approvisionnement en eau

Dans la troisième plus grande ville de Catalogne, Terrassa, la plateforme citoyenne *Taula de l'Aigua de Terrassa* a entamé sa campagne pour un retour à la gestion publique de l'eau en 2014. Leur Pacte social pour l'eau publique, qui visait à assurer la gestion publique, intégrée et participative sur l'ensemble du cycle de l'eau, a obtenu le soutien des candidats aux élections municipales en 2015. L'année suivante, le conseil municipal nouvellement élu a adopté une motion en faveur de la gestion directe de l'eau, et Taigua a finalement été créée en tant qu'entreprise publique en 2018. Peu après, le forum des citoyen-ne-s de Terrassa, dont les positions sont prises en compte par les autorités locales, a approuvé la création de l'Observatoire des eaux de Terrassa (*Observatorio del Agua de Terrassa*, OAT).

Cet observatoire fonctionne indépendamment de la commune. Il se base sur le Pacte social pour l'eau publique et détient un pouvoir de décision sur la gestion publique de l'eau. Conçu pour faciliter la participation des citoyen-ne-s et la prise de décisions stratégiques, l'organe directeur le plus élevé de l'OAT est composé d'un représentant de chaque groupe politique, du gouvernement municipal, du personnel des services techniques, des entreprises, des groupes citoyens, des syndicats et des chercheurs universitaires locaux. En relevant ainsi le défi de gouverner et de coproduire les services de l'eau avec ses utilisateurs, le modèle public collaboratif de l'eau de l'OAT est devenu une référence pour de nombreuses autres municipalités en Catalogne et dans toute l'Espagne²³.

Étude de cas J – Plymouth, R-U : La transition énergétique

En 2013, la ville de Plymouth et ses résidents ont créé la *Plymouth Energy Community* (PEC), une entreprise communautaire coopérative dont les bénéfices sont réinvestis dans la communauté. La ville a octroyé une subvention, des prêts et une expertise en personnel à l'entreprise afin de renforcer sa capacité à « créer un système

énergétique équitable, abordable et sobre en carbone avec la population locale en son cœur ». En 2014, la PEC a développé sa propre branche d'énergie verte, *PEC Renewables*, qui finance, installe et gère des projets locaux de production d'énergie renouvelable.

En 2019, la PEC avait aidé plus de 20 000 ménages à économiser plus d'un million de livres sterling sur leurs factures d'énergie et avait apuré pour plus de 26 000 livres sterling de petites dettes. La PEC a également construit une ferme solaire sur une parcelle de terrain contaminé qui, combinée à des panneaux solaires sur les toits d'écoles et des bâtiments publics, a permis à la ville de produire suffisamment d'électricité propre pour alimenter 2 000 foyers. Les revenus, qui devraient s'élever à 1,5 million de livres sterling sur la durée de vie du projet (20 ans), seront réinvestis dans des initiatives visant à réduire les émissions de carbone et la précarité énergétique à Plymouth. Tandis que la municipalité continue de travailler aux côtés de la PEC, ce partenariat public-communautaire est devenu le moteur démocratique de la transition énergétique localisée de la ville²⁴.

8. La remunicipalisation doit impliquer les travailleu-ses--rs et apprendre d'eux

Des alliances entre syndicats et organisations de la société civile ont permis la victoire dans de nombreux combats contre la privatisation. À Lagos, au Nigéria, une alliance de syndicats, de communautés et d'ONG a développé une vision et des stratégies citoyennes pour réformer la compagnie publique des eaux et lui permettre d'être une alternative à la privatisation. En matière de dé-privatisation, Public Services International (PSI) a travaillé avec ses syndicats affiliés pour tirer des leçons sur la manière de se préparer à la remunicipalisation des services publics²⁵.

La remunicipalisation des services publics implique et affecte à la fois les travailleu-ses--rs, qui sont celles et eux qui opèrent les services et y sont engagés. La question de l'emploi illustre que chaque cas de remunicipalisation est unique, en raison des réglementations locales et nationales qui affectent les conditions d'embauche et de travail. Il est recommandé

de se rapprocher très tôt de tous les travailleu-ses--rs concerné-e-s et de les soutenir tout au long du processus, d'assurer une communication et une coopération régulières entre les fédérations syndicales nationales et leurs branches locales et d'ouvrir une négociation avec les autorités locales dès que possible afin d'assurer une transition du privé au public équitable pour tous les travailleu-ses--rs.

Le syndicat norvégien des travailleurs municipaux a déployé des stratégies efficaces à la suite de la faillite massive de RenoNorden en 2017, qui a affecté les services de collecte des déchets de 137 municipalités²⁶. Le bureau national du syndicat s'est associé à la branche locale afin d'inciter les conseils municipaux des municipalités concernées à voter contre le nouvel appel d'offres et à reprendre les services de gestion des déchets en interne. La branche d'Oslo de Fagforbundet, le syndicat norvégien des services publics, a transformé une période de transition déstabilisante en opportunité en augmentant ses effectifs grâce à des stratégies de recrutement inclusives. Les équipes de Fagforbundet ont recruté des travailleurs de l'entreprise privée — dont beaucoup de migrants avec des contrats temporaires — avant la remunicipalisation. Elles ont réussi à renforcer la solidarité avec les travailleu-ses--rs non syndiqué-e-s pendant la transition, garantissant finalement un emploi permanent et de meilleures conditions de travail pour les travailleu-ses--rs remunicipalisé-e-s.

Une coopération tripartite locale est exercée dans plus de la moitié des municipalités norvégiennes. Les élus, les dirigeants administratifs et les syndicats travaillent de manière constructive et mettent en place une culture de collaboration favorisant la recherche collective des meilleures solutions locales pour les défis spécifiques auxquels la municipalité est confrontée. Les employé-e-s et autres voix qui ne sont normalement pas entendues par la direction municipale reçoivent une plate-forme grâce à la création d'un forum pour partager des idées et des suggestions, qui sont à leur tour traitées systématiquement. Fagforbundet fait valoir que la coopération tripartite à la suite de la remunicipalisation est un outil utile pour améliorer les services du point de vue des travailleurs, et qu'elle contribue également à contrer de nouvelles forces d'externalisation et de privatisation dans le secteur public²⁷.

9. Transformer la propriété publique pour des services publics écoféministes

Les services publics écoféministes mettent l'accent sur les gens et la planète plutôt que sur les profits. L'adoption d'une approche écoféministe des services publics nous oblige à reconnaître que nous, en tant qu'êtres humains, sommes profondément interdépendants les uns des autres ainsi que de l'espace biologique que nous habitons. Par conséquent, ce point de vue soutient une transformation du mode de propriété et d'organisation des services publics.

La privatisation, les partenariats public-privé et l'externalisation sont axés sur le gain financier à court terme. Ces modèles de prestation de services ont tendance à amplifier les injustices existantes et à détruire les écosystèmes. Ils sont également susceptibles de nuire aux personnes vulnérables qui dépendent davantage des services publics, dont un nombre disproportionné de femmes. De plus, la recherche du profit conduit souvent à des hausses de tarifs, compromettant l'accès aux services.

Lorsque les subventions sont réduites dans le cadre de mesures d'austérité et de privatisations, les soins aux enfants, aux personnes âgées et à d'autres deviennent inabordables. La charge des soins a tendance à incomber aux femmes, car la division du travail qui sous-tend notre modèle économique est profondément sexuée et racialisée. Non seulement les femmes effectuent encore la majorité des soins et des travaux domestiques — peu ou pas rémunérés — mais une grande partie de ce travail est confiée à des femmes de couleur. En outre, le nombre élevé de femmes travaillant dans les services publics de soins, de nettoyage et d'éducation en fait les premières touchées lorsque ces secteurs sont privatisés. Ensemble, les effets de la privatisation frappent les groupes qui sont déjà les plus marginalisés, en particulier ceux qui sont victimes de discrimination sur le marché du travail et ont des revenus inférieurs. En conséquence, les femmes de couleur, les femmes autochtones, les femmes migrantes et les personnes LGBTQI+, entre autres, paient le prix le plus élevé lors de la privatisation. La justice de genre et la privatisation sont donc fondamentalement opposées. Néanmoins, quoique la dé-privatisation et la reconstruction des services publics augmentent

l'accessibilité, la seule propriété publique n'est malheureusement pas une garantie de justice de genre.

S'il est essentiel que les femmes soient également représentées aux postes de direction, cela seul ne garantit pas qu'un service public réponde aux besoins essentiels des femmes les plus pauvres et qu'il fonctionne dans le respect des limites planétaires. Une approche écoféministe permettrait des niveaux plus profonds de démocratisation, dans lesquels les services publics seraient gérés de bas en haut et intègreraient la prise en compte de la vie humaine et non humaine. En fin de compte, nous devons féminiser la manière dont la politique est menée²⁸. Dans ce cadre, les politiciens et les administrations publiques non seulement écouterait les habitant-e-s, mais les incluraient de manière permanente dans les processus politiques et décisionnels. En retour, cela nécessiterait de nouveaux mécanismes grâce auxquels les groupes marginalisés pourraient effectivement garantir que les services publics améliorent la vie quotidienne de la majorité, au lieu de quelques élites. En effet, comme le COVID-19 nous l'a appris, nous ne sommes qu'aussi sûrs, sains et résilients que les plus vulnérables d'entre nous²⁹.

Certaines villes philippines sont à l'avant-garde de la prestation de services axés sur les femmes. La coopérative Bagong Silang, située à Caloocan, a été créée par des femmes locales pour fournir de l'eau aux habitant-e-s de cette communauté urbaine pauvre. Les bénéfices sont reversés aux membres de la coopérative et réinvestis dans les services publics, tels que la garde d'enfants. En 2019, Bagong Silang desservait 742 ménages. Pour un autre exemple, la municipalité de Binalonan, aux Philippines, fournit une aide financière aux femmes, aux enfants, aux parents seuls et aux personnes âgées, ainsi que des services de garde d'enfants et des soins de santé primaires gratuits depuis 2015³⁰.

10. La (re)municipalisation peut renforcer la richesse communautaire et l'économie locale

La reprise et la création de services publics tels que la collecte des déchets, l'alimentation, le nettoyage et les télécommunications peuvent transformer des

communautés entières. Lorsqu'une entreprise de services publics est contrôlée démocratiquement, elle est beaucoup plus susceptible de réinvestir ses bénéfices dans la communauté et de contribuer ainsi à relocaliser l'économie. Le développement de la richesse communautaire, expression inventée par le Democracy Collaborative, basé aux États-Unis, fait référence à l'implications d'institutions dites « d'ancrage » dont les politiques d'achat, d'emploi et d'investissement peuvent catalyser un développement économique écologique et équitable.

Ces institutions d'ancrage, qui vont de la municipalité elle-même aux hôpitaux, universités, sociétés de télécommunications publiques et installations de gestion des déchets appartenant à la collectivité, sont ancrées localement et ont la capacité d'améliorer la qualité de vie des gens. Par exemple, les gouvernements locaux utilisent les marchés publics pour passer des contrats avec des coopératives de travailleur-ses-rs afin de garder leurs villes propres (comme à Valparaíso, Chili). Ils s'associent également avec des agricult-rices-eurs locaux pour protéger les eaux souterraines et vendre des aliments biologiques aux restaurants scolaires (comme c'est le cas à Rennes, en France). La localisation de l'économie peut également prendre la forme de municipalités retirant les services publics du marché et en réduisant les tarifs. Par exemple, Islington, au Royaume-Uni, a repris en interne 35 000 logements sociaux en 2011. Six ans plus tard, la municipalité a créé Angelic Energy, une nouvelle société d'énergie publique. Ces décisions permettent au conseil de fournir des logements, de l'électricité et du gaz à un prix plus équitable, en particulier pour les ménages à faibles revenus. Notre recherche a dénombré 297 cas de (re)municipalisation qui ont contribué (ou devraient à l'avenir contribuer) à la création de richesse communautaire et au maintien d'une économie locale résiliente. Certains de ces exemples impliquent une utilisation plus sage des ressources naturelles localement abondantes, tandis que d'autres créent des emplois dignes de ce nom pour les résidents et de nouvelles activités commerciales durables. La préservation et le renforcement des connaissances et des pratiques écologiques locales sont essentiels à la mise en place de services publics durables.

Étude de cas K – États-Unis : Télécommunications

Au total, 141 nouveaux services publics de télécommunications ont été créés par des autorités locales aux États-Unis au cours des dernières années. Visant à améliorer l'accès et le contrôle démocratique, les municipalités ont mis au point des programmes pour créer des emplois et accroître l'activité économique (par exemple à Tullahoma, Chattanooga et Thomasville, Tennessee), améliorer la qualité de vie (à Wilson, Caroline du Nord et Mount Washington, Massachusetts) et faire progresser l'accès aux soins de santé et à l'éducation (par exemple avec l'ECFiber Internet à but non lucratif au Vermont).

À Thomasville, en Géorgie, le réseau communautaire de services public (CNS) a été salué pour avoir soutenu les petites entreprises et assuré la prospérité du centre-ville. Le gouvernement local du comté de Scott, au Minnesota, a créé un réseau de fibre optique public en connectant d'abord les institutions d'ancrage, telles que les écoles et les équipements municipaux. Le réseau a créé plus de 1 000 emplois et a considérablement amélioré l'accès à internet des établissements d'enseignement de la région. La propriété publique a également permis des économies importantes pour le district scolaire local, dont les dépenses en télécommunications sont passées de 58 \$ à 7 \$ par mégabit. À Morristown, au Tennessee, FiberNET, un service public nouvellement créé, fournit des services internet fiables et abordables aux familles, aux entreprises et aux institutions publiques. De plus, ce réseau de fibre optique a permis de réaliser d'importantes économies, a créé des emplois et a incité les entreprises à s'implanter à Morristown en raison de la vitesse internet la plus rapide de la région³¹.

Étude de cas L – Communauté zabbalîn au Caire, Égypte : Gestion des déchets

La communauté zabbalîn compte environ 70 000 habitants qui trient traditionnellement environ les deux tiers des déchets principalement biologiques du Caire — jusqu'à 15 000 tonnes par jour. Leur système de collecte et de gestion des déchets en porte à porte permet des taux de recyclage

de 85 % dans la ville et dépend fortement des porcs, qui se nourrissent des déchets alimentaires.

La gestion des déchets du Caire a été privatisée au début des années 2000 et les entreprises qui ont succédé aux travailleurs zabbalîn n'ont atteint que des taux de recyclage d'environ 25 %. De surcroît, elles ne collectaient pas les déchets de certaines parties de la ville, obligeant les résidents à apporter leurs propres déchets aux points de collecte centraux tout en les facturant pour ce mauvais service via leurs factures d'électricité. De plus, les travailleurs zabbalîn qui avaient été recrutés pour aider les entreprises dans le tri gagnaient désormais 75 % de moins qu'avant.

À la suite de centaines de poursuites judiciaires concernant l'inclusion des coûts de gestion des déchets dans les factures d'électricité, le gouvernement du Caire a décidé de remunicipaliser le système en 2017 et de s'associer à nouveau avec la communauté zabbalîn. Le système de gestion des déchets géré par la communauté zabbalîn démontre que la création d'une économie circulaire est possible — même dans les mégapoles comme Le Caire, qui abrite 18 millions d'habitants³².

11. La (re)municipalisation est une stratégie pour s'attaquer à l'urgence climatique

Il sera très difficile de lutter contre la crise climatique tant que des opérateurs privés exploiteront les services et les infrastructures énergétiques à des fins lucratives. La maximisation des ventes et les retours sur investissement vont à l'encontre d'une réduction considérable de la consommation d'énergie. Pourtant, il devient urgent d'entamer la transition vers une économie à faible bilan carbone qui ne serait plus obsédée par la « croissance » extractive alimentant des changements climatiques catastrophiques.

Les municipalités et les pouvoirs publics sont mieux placés que les entreprises multinationales pour donner la priorité aux préoccupations écologiques à long terme sur les considérations financières à court terme. Alors que la coordination internationale et nationale est vitale pour réaliser une transition énergétique mondiale, de nombreuses communautés, citoyens et villes

s'attaquent déjà à la crise climatique en modernisant le parc de logements, en générant des énergies renouvelables dans leurs régions, en relocalisant les systèmes alimentaires et en tentant de prévenir les risques liés aux événements climatiques extrêmes.

Nos recherches ont montré que la lutte contre la crise climatique, par exemple passer aux énergies renouvelables et réduire les émissions de CO₂, a été un déterminant clé pour (re)municipaliser un service public dans au moins 119 cas. La majorité de ces cas concernaient le secteur de l'énergie. Selon notre étude, le nombre de (re)municipalisations énergétiques dans le monde a augmenté de près de 20 % entre 2017 et 2019, pour atteindre un total de 374.

Dans de nombreux pays, un petit nombre de grandes sociétés privées monopolisent le marché de l'énergie. Et malgré des décennies de pression de la société civile, la plupart des entreprises énergétiques continuent d'extraire toujours plus de combustibles fossiles. Cela a été un déterminant clé pour pousser des communautés et des villes à mettre fin à la privatisation de l'énergie ou, comme Nottingham au Royaume-Uni, à créer de nouvelles entreprises énergétiques municipales. Dans un marché de l'énergie libéralisé, où la concurrence favorise les grands acteurs, la plupart des municipalités n'ont pas la possibilité d'exproprier une entreprise privée. Cependant, elles peuvent être en mesure de créer de nouvelles sociétés publiques d'énergie qui investissent dans des projets d'efficacité énergétique et produisent de l'énergie solaire et éolienne locale. De plus, en modernisant les bâtiments publics et résidentiels, les municipalités peuvent réduire considérablement leur consommation d'énergie et rendre l'énergie plus abordable pour tous³³.

En 2018, la ville bulgare de Dobritch a remunicipalisé son éclairage public. Fin 2019, la ville avait remplacé 1 500 anciennes ampoules par des unités LED écoénergétiques, ce qui a permis de réduire la consommation d'électricité pour l'éclairage public de 47 % au total. La ville a également modernisé 71 bâtiments municipaux et 41 immeubles résidentiels, ce qui a entraîné une baisse des factures de chauffage de 30 à 60 % pour des milliers de familles³⁴.

Mettre fin à la privatisation permet aux municipalités de coordonner les politiques publiques afin

de relever les plus grands défis contemporains, notamment la lutte contre la crise climatique et la pauvreté. Notre recherche a identifié au moins 209 cas de (re)municipalisation qui visent une meilleure coordination des politiques pour améliorer l'égalité, la durabilité et la cohésion sociale, par exemple en liant les réductions d'émissions et la précarité énergétique. Les sociétés d'électricité privées, en revanche, continuent généralement de dépendre des combustibles fossiles, et leurs hausses de prix peuvent entraîner des conditions insupportables pour les résidents vivant dans la précarité énergétique.

Les impacts de la crise climatique et les réponses municipales diffèrent largement d'un contexte géographique à l'autre. Étant donné que de nombreuses communautés des pays du Sud sont depuis longtemps en première ligne de la crise climatique, leurs autorités locales ont dû atténuer les effets des catastrophes dites climatiques. Aux Philippines, par exemple, les municipalités développent des services pour soutenir non seulement les agriculteurs-rices mais aussi les personnes les plus vulnérables de la société.

La récupération des services de transport et de gestion des déchets peut également contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre. La récente remunicipalisation des transports publics dans les villes néerlandaises de Rotterdam et de La Haye, par exemple, a permis aux deux villes de remplacer partiellement leur flotte par des bus électriques. Dans un autre cas, la ville française de Briançon s'est engagée à atteindre l'objectif « zéro déchet » lors de la remunicipalisation de ses services de déchets en 2013, et a déjà réduit la quantité de déchets produits par 33 %.

Étude de cas M – Philippines : Résoudre les impacts des événements climatiques extrêmes

Dans les villes philippines de Dumangas, Gerona et Siargao, les gouvernements locaux ont créé des écoles climatiques pour aider les agriculteurs-rices et les communautés de pêcheurs à mieux faire face aux impacts des événements climatiques extrêmes et autres risques liés au climat qui menacent leurs revenus et leurs moyens de subsistance. En apprenant à surveiller les

changements climatiques et à ajuster les pratiques agricoles en conséquence, les élèves de l'école climatique de Dumangas ont déjà réussi à améliorer la production locale de riz³⁵.

Étude de cas O – Lanuza, Philippines : Réduction des risques de catastrophe et réhabilitation

La ville de surf de Lanuza a créé une unité de réduction des risques de catastrophe et de réhabilitation pour améliorer la résilience de la municipalité face à l'aggravation de la crise climatique. L'économie locale étant fortement tributaire de ses forêts, de ses bassins versants et de ses mangroves, elle utilise une approche inclusive qui tient compte de l'interdépendance entre les moyens de subsistance des populations et l'écosystème tout entier. Afin de renforcer la résilience de la ville, l'unité priorise spécifiquement les besoins des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées³⁶.

Étude de cas N – Rennes, France : Gestion de l'eau, agriculture biologique et alimentation de qualité pour les écoliers-ères

Rennes, en Bretagne, a remunicipalisé son service de l'eau en 2014. Dans une région connue pour son agriculture industrielle polluante, la protection des sources d'eau était une préoccupation de long terme pour la ville. Le programme Terre de Sources, lancé en 2015, aide les agriculteurs à passer à un mode de production agro-écologique sans pesticides afin notamment d'éviter la pollution de l'eau à la source. Simultanément, l'initiative a accru la demande locale pour la production de ces agriculteurs en s'associant aux cantines scolaires de l'agglomération rennaise et en créant un nouveau label sous le nom de Terre de Sources qui facilite la vente de ces produits locaux et durables dans les supermarchés locaux. D'autres villes françaises, dont Paris, ont développé des programmes similaires pour protéger leurs bassins versants ainsi que pour fournir des aliments de qualité aux écoliers-ères et éviter un traitement coûteux de l'eau³⁷.

12. La coopération publique-publique comme alternative à la mainmise des grandes entreprises

La remunicipalisation peut être une bataille très inégale. Les collectivités locales et les citoyens ont beaucoup moins de ressources que les grandes entreprises. La coopération locale, nationale et internationale entre opérateurs publics est essentielle pour changer le rapport de forces. Qu'elle soit informelle ou institutionnalisée, la coopération public-public a souvent été cruciale pour le développement du mouvement de (re)municipalisation. Dans le cas du secteur français de l'eau, où Suez et Veolia contrôlaient initialement tous les leviers de pouvoir — les politiques, la recherche, la technologie et le conseil aux collectivités locales — des collectivités pionnières comme Grenoble et Paris ont joué un rôle clé pour initier et favoriser ce type de collaboration active. Sans une telle synergie au niveau municipal, la (re)municipalisation n'aurait pas été possible³⁸.

La coopération public-public reste également essentielle après la remunicipalisation, notamment en matière de recherche et développement. En effet, les nouveaux services publics doivent être consolidés et capables de répondre aux nouveaux défis ; les partenariats entre opérateurs publics, ainsi que les alliances avec les établissements universitaires, peuvent à ce titre apporter des réponses efficaces. Ce type de création et de gestion des connaissances ne se fait pas pour des raisons commerciales, ou dans le but de développer et de vendre des solutions technologiques brevetées. Elle est réalisée dans l'intérêt du public et de manière à permettre une flexibilité dans l'adaptation des connaissances aux conditions locales.

Ces formes de coopération publique sont également essentielles pour étendre les services publics aux pays ou régions où le secteur privé n'a pas voulu ou a été incapable de fournir une couverture, y compris les régions rurales, les quartiers à faibles revenus et les communautés désinvesties. Cette coopération a été essentielle pour étendre l'infrastructure internet à haut débit aux petites villes et régions rurales des États-Unis. Dans le secteur de l'eau, des partenariats public-public à but non lucratif avec des opérateurs établis ont aidé des opérateurs nouvellement créés

ou fragiles (par exemple dans les pays du Sud) à consolider leurs opérations et à devenir plus efficaces.

Souvent, la consolidation des services publics dans les régions rurales et les zones urbaines — en d'autres termes, la fusion de petits services publics locaux en de plus grands — est considérée comme favorable à la privatisation, car elle crée de plus grands marchés, plus recherchés par les entreprises privées. Il est toutefois intéressant de noter que la force de la coopération public-public peut modifier cette situation et faire de la consolidation une opportunité de remunicipalisation et de démocratisation à plus grande échelle.

Étude de cas P – Région intercommunale de Nice, France : Eau

Les conseil·ères-ers municip·ales-aux de Nice et des communes avoisinantes ont annoncé en 2013 que les services de l'eau de la ville passeraient progressivement vers une gestion publique. La gestion de l'eau dans la cinquième ville de France était assurée par la même société privée depuis la création du réseau d'eau de la métropole de Nice en 1864.

La structure intercommunale Nice Côte d'Azur a été la première « métropole » du pays lors de sa création en 2012. La région est unique en ce que la grande majorité de ses terres est située dans des zones rurales ou montagneuses, allant des sommets alpins du Parc National du Mercantour jusqu'à la Méditerranée. L'établissement d'une « solidarité territoriale » à travers cette zone très vaste et incroyablement variée a été la principale raison pour laquelle la ville a choisi la voie de la remunicipalisation, la gestion privée étant devenue « inadaptée » à une zone de cette taille. Aujourd'hui, 33 des 49 communes de la métropole Nice Côte d'Azur, soit environ 80 % de la population, relèvent de la nouvelle entreprise publique Eau d'Azur.

Seule la gestion publique a été jugée capable de promouvoir des relations solidaires et la nécessaire « mutualisation des ressources » entre les communes de l'agglomération. Eau d'Azur prévoit désormais de normaliser davantage la qualité de son service et ses tarifs dans toute la métropole niçoise³⁹.

Étude de cas Q – Nottingham, R-U : Approvisionnement d'énergie

Robin Hood Energy est un fournisseur d'énergie municipal (et un « employeur aux salaires décents ») de Nottingham. La société a été créée en 2015 pour lutter contre la pauvreté énergétique et défier les six grandes sociétés énergétiques du pays en offrant une transparence des prix garantie, en interdisant les primes pour les membres du conseil d'administration et en excluant les actionnaires privés.

Aujourd'hui, cette société à but non lucratif assiste et collabore avec neuf autres villes de Grande-Bretagne qui ont créé leurs propres sociétés municipales pour offrir le même tarif abordable à tous leurs résident·e-s. Grâce à ces partenariats publics, Robin Hood Energy dessert déjà un total de plus de 130 000 personnes à travers le pays. La société réinvestit la totalité de son excédent (200 000 livres sterling en 2019) dans des services énergétiques renouvelables et abordables, par exemple en offrant une remise sociale « maison bien chauffée ». Elle s'associe également à un certain nombre d'associations de logements sociaux et soutient les municipalités dans la fourniture de services d'efficacité énergétique⁴⁰.

Conclusion : Progresser

La remunicipalisation et la municipalisation sont des stratégies politiques puissantes pour lutter contre la privatisation et l'économie extractive au sens large. Tandis que la plupart des gouvernements nationaux ne parviennent pas à lutter contre les inégalités extrêmes et la crise écologique, de nombreuses villes se mobilisent pour relever ces défis et améliorer les moyens de subsistance de leurs habitant-e-s. Les citoyens et les travailleuses--rs ont beaucoup à gagner en poussant leurs gouvernements locaux à revenir sur la privatisation et démocratiser leurs services publics.

Certaines municipalités très progressistes recentrent leurs politiques et leurs services publics pour donner priorité aux besoins des personnes les plus marginalisées de notre société, notamment les sans-papiers, les personnes handicapées et les familles à faibles revenus. Des autorités locales démocratiques osent même partager les pouvoirs de décision et ouvrir leurs modèles de propriété aux représentant-e-s des usag-ères--ers, des travailleuses--rs, de la société civile et des instituts de recherche. La puissance publique a parfois la réputation d'avoir une approche descendante, aveugle aux réalités de terrain. Mais bon nombre des cas que nous avons présentés ici démontrent le potentiel d'une innovation démocratique qui remet le « public » au centre des services publics. Ce sont des contributions essentielles à la redéfinition de la propriété publique au 21^e siècle.

Ces municipalités sont à l'avant-garde de la création d'une propriété publique démocratique. Les pratiques municipales — observatoires citoyens participatifs, propriété publique diversifiée, engagement des travailleuses--rs... — peuvent inspirer une vision plus large et à l'échelle nationale de la propriété publique démocratique. Non seulement ces initiatives ascendantes, émanant de la base pour construire la propriété collective, sont nécessaires de toute urgence, mais elles constituent également un puissant modèle pour encourager la propriété publique à tous les niveaux et dans toutes les régions.

Cependant, une grande bataille reste à mener pour lutter contre les puissantes forces des entreprises qui s'associent pour accentuer la domination du secteur privé, la concurrence et la privatisation des

marchés. La directive européenne sur les services (également connue sous le nom de directive Bolkestein) a déjà engagé la libéralisation d'un large éventail de services au cours de la dernière décennie. En 2018, d'influents groupes de pressions souhaitant une libéralisation encore plus dure ont presque réussi à faire pression sur l'UE pour qu'elle adopte la directive sur la notification des régimes d'autorisation et des exigences en matière de services. Grâce aux efforts concertés des groupes de la société civile à travers l'Europe, cette directive a été suspendue pendant plus d'un an. Mais en mars 2020, les commissaires européens ont donné un nouvel élan à la directive en lançant le plan d'action pour l'application du marché unique. Si cette initiative aboutit, la procédure de notification pourrait restreindre le droit démocratique des municipalités à réglementer des entreprises comme Airbnb ou Carrefour⁴¹.

D'innombrables accords commerciaux et traités d'investissement fournissent les outils juridiques aux sociétés transnationales pour poursuivre les gouvernements nationaux pour des centaines de millions, voire des milliards de dollars, lorsque les décisions démocratiques des municipalités menacent de réduire leurs bénéfices futurs. Certains de ces accords, tels que le traité sur la Charte de l'énergie de l'UE, sont explicitement utilisés pour contrecarrer les politiques environnementales⁴². De plus, tant que les coopératives et les entreprises municipales doivent faire face à la concurrence de grandes entreprises, la majorité des solutions à petite échelle auront du mal à survivre. Pour douloureuse preuve, un grand nombre de coopératives énergétiques danoises (et allemandes) ont disparu en raison d'une concurrence accrue⁴³.

Étant donné que les mesures d'austérité prises après la crise financière de 2008 ont réduit les budgets du secteur public municipal, il est capital de transformer la manière dont les ressources publiques sont dépensées. Comme l'a démontré l'épidémie de COVID-19, les services publics sont l'épine dorsale de notre société. Toutefois, un financement suffisant est nécessaire avant qu'une société ne puisse compter sur ces services, surtout en temps de crise. Bien que certains gouvernements se soient déjà engagés à augmenter les dépenses publiques dans le secteur de la santé, nous devons veiller à ce que cet argent profite réellement aux services publics et ne soit pas

utilisé pour promouvoir de nouveaux PPP et d'autres formes de participation du secteur privé.

Dans le modèle actuel, les finances publiques sont utilisées pour absorber les risques en garantissant les bénéfices des investisseurs privés, ce qui a un coût public très élevé. Comme le souligne Thomas Marois, les institutions financières publiques disposent de 73 billions de dollars d'actifs dans le monde, dont plus de la moitié entre les mains des banques publiques⁴⁴. Au total, cela équivaut à 93 % du produit intérieur brut mondial. Par conséquent, il serait beaucoup plus efficace que les gouvernements nationaux et municipaux suppriment les grands intermédiaires privés et investissent ces fonds publics directement dans la société. Associer des investissements publics directs et un régime fiscal progressif (qui serait bien nécessaire) pourrait nourrir la solidarité territoriale en concrétisant les services publics universels. Si les services publics de qualité étaient universels, s'étendant du local au national et de l'urbain au rural, ils pourraient redistribuer la richesse et combattre les inégalités géographiques.

Si les mouvements sociaux agissent de concert pour exiger la propriété publique démocratique aux niveaux régional et national, nous pouvons concrètement changer la façon dont est élaborée la stratégie de gestion de nos économies et de nos services publics. Aux États-Unis, de nombreuses villes plaident pour des services énergétiques et bancaires détenus et contrôlés localement. Depuis 2019, le mouvement de jeunes Sunrise, divers syndicats et le candidat à la présidentielle Bernie Sanders appellent à un New Deal vert national axé sur la propriété publique de l'énergie, du logement et des finances. L'épidémie du COVID-19 a encore accru l'urgence et la nécessité de ces appels. Lorsque les municipalités s'associent à des mouvements sociaux, elles peuvent rebattre les cartes politiques d'un pays⁴⁵.

Les syndicats et les organisations de la société civile qui mettent au défi le gouvernement sud-africain de transformer Eskom, l'une des plus grandes sociétés d'électricité du monde, en une entreprise publique et au service du public, sont également une source d'inspiration⁴⁶. Au Royaume-Uni, malgré la

défaite électorale du Parti travailliste en 2019, son manifeste était un bon exemple du type de soutien national et de cadre politique qui aurait permis aux gouvernements locaux de reprendre des services publics et de reconstruire leur capacité à fournir directement des services locaux.

Cette recherche démontre que lorsque les services essentiels sont publics et organisés démocratiquement, ils peuvent réellement renforcer la richesse communautaire, l'économie locale et répondre aux besoins collectifs des populations. Nous devrions étendre la demande de propriété publique démocratique au plus haut niveau et commencer à appeler à un accès universel à tous les services publics afin que tout le monde puisse mener une vie digne et prospère.

Tandis que le racisme, le fascisme et l'extrême droite sont en hausse, offrir des solutions systémiques viables à la fois pour les êtres humains et la planète peut considérablement contribuer à reconstruire nos démocraties, nos sociétés et nos économies dans une optique de solidarité et de coopération, afin d'en faire profiter le plus grand nombre, et pas seulement une minorité. Notre avenir public est entre les mains des citoyens, non des entreprises.

Endnotes

1. Kishimoto, S. and Petitjean, O. (2017). *Reclaiming Public Services: How citizens and cities are turning back privatisation*, Amsterdam: Transnational Institute. <https://www.tni.org/en/publication/reclaiming-public-services>
2. Ces forces comprennent le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Union européenne, les chambres de commerce nationales et les ministères du commerce, les sociétés transnationales et les lobbies qui les représentent, ainsi que les quatre grands cabinets d'audit Deloitte, PricewaterhouseCoopers, Ernst & Young et KPMG, entre autres.
3. Voir chapitre 3, 'Canada: Local insourcing in face of national privatization push' par Robert Ramsay.
4. Rapport PFI et PF2 par le National Audit Office, Janvier 2018. <https://www.nao.org.uk/report/pfi-and-pf2/>
5. HC Treasury Committee, Private Finance Initiative, Seventeenth Report of Session 2010–2012, HC 1146, Juillet 2011, paragraphe 48.
6. Selon des données publiées par la municipalité de Valladolid : <https://www.valladolid.es/es/actualidad/noticias/aquavall-consigue-beneficios-13-millones-euros-destinados-i>
7. Voir Chapitre 5, 'Africa: Private waste service failure & alternative vision' par Vera Wegmann.
8. Voir Chapitre 1, 'Norway: Bankruptcy sparks more than 100 cases of remunicipalisation' par Nina Monsen et Bjørn Pettersen.
9. Voir Chapitre 4, 'Outsourcing: Problems without benefits? The Danish experience with outsourcing and remunicipalisation' par Thomas Enghausen.
10. Rapport du Rapporteur Spécial sur Extrême pauvreté et droits de l'homme, Assemblée Générale des Nations-Unies, Septembre 2018. <https://undocs.org/fr/A/73/396>
11. Voir Chapitre 2, 'Paris celebrates decade of public water success' par Celia Blauel.
12. Portal Rasmi Kerajaan Negeri Selangor, "Inisiatif Peduli Rakyat", disponible au lien suivant : <https://www.selangor.gov.my/index.php/pages/view/2534>. Voir aussi Chapitre 7, 'Putting the 'public' in public services: (Re)municipalisation cases in Malaysia and the Philippines' par Mary Ann Manahan et Laura Stegemann.
13. Pour plus d'informations, consulter : <https://interaktiv.morgenpost.de/berlinmieten/>
14. Paul, U. (2019), Deutsche Wohnen: Warum das Urteil zur Karl-Marx-Allee für Berlin positiv ist, Berliner Zeitung, 19 avril. <https://www.berliner-zeitung.de/berlin/deutsche-wohnen-warum-das-urteil-zur-karl-marx-allee-fuer-berlin-positiv-ist-32402122>
15. rbb 24 (2019), Land Berlin kauft 6.000 Wohnungen zurück, 27 septembre. <https://www.rbb24.de/politik/beitrag/2019/09/berlin-kauft-6000-wohnungen-zurueck.html>
16. Pour plus d'informations, consulter : <https://stadtentwicklung.berlin.de/wohnen/wohnraum/mietendeckel/>
17. Voir Chapitre 6, 'National, regional and local moves towards public ownership in the UK' par David Hall.
18. ソウルの市民民主主義 日本の政治を変えるために、白石 孝(編著)、2018年
19. Voir Chapitre 8, 'Rebuilding public ownership in Chile: The social practices of the Recoleta commune and the challenges to overcoming neoliberalism' par Alexander Panéz Pinto.
20. Rui, T. (2016), Relatório da Pesquisa de Avaliação Preliminar do programa 'De Braços Abertos', Plataforma Brasileira de Política de Drogas. <http://pbpd.org.br/wp-content/uploads/2016/12/Pesquisa-De-Bra%C3%A7os-Abertos-1-2.pdf>
21. Pour plus d'information, consulter : http://www.remunicipalisation.org/#case_Ramos%20Arizpe
22. Russell, B. (2019). This small German town took back the power and went fully renewable. Ponderwall. <https://ponderwall.com/index.php/2019/12/08/wolfhagen-german-town-fully-renewable/>
23. Voir Chapitre 10, 'A new water culture: Catalonia's public co-governance model in the making' par Míriam Planas etd Juan Martínez.
24. Pour plus d'informations, consulter : <https://municipalpower.org/articles/plymouth-energy-community-a-story-about-energy-transition-and-social-justice/>
25. Voir Chapitre 12, 'The labour dimension of remunicipalisation: Public service workers and trade unions in transition' par Daria Cibrario.
26. Voir Chapitre 1, 'Norway: Bankruptcy sparks more than 100 cases of remunicipalisation' par Nina Monsen and Bjørn Pettersen.
27. Ibid.
28. Roth, L et Shea Baird, K. (2019), Municipalism and the Feminization of Politics. *Roarmag*. Issue 6. <https://roarmag.org/magazine/municipalism-feminization-urban-politics/>
29. Billing, L. (2020), What does feminist leadership look like in a pandemic?, Medium. https://medium.com/@leila_billing/what-does-feminist-leadership-look-like-in-a-pandemic-35b2ee0eb994
30. Quiray, K.M. et Manahan M.A. (2012), Bridging the Gap in Water Service Provision in the Philippines: New Roles for Communities, Focus on the Global South. <https://focusweb.org/bridging-the-gap-in-water-service-provision-in-the-philippines-new-roles-for-communities/>
31. Voir Chapitre 9, 'USA: Communities providing affordable, fast broadband Internet' par Thomas M. Hanna et Christopher Mitchell.
32. Voir Chapitre 5, 'Africa: Private waste service failure & alternative vision' par Vera Wegmann.
33. Voir Chapitre 15, 'Putting energy democracy at the heart of a Green New Deal to counter the climate catastrophe' par Lavinia Steinfort.
34. Pour plus d'informations, consulter : <https://municipalpower.org/articles/how-dobrich-is-pioneering-the-energy-transition-in-bulgaria/>
35. Pour plus d'informations, consulter : http://resilient-cities.iclel.org/fileadmin/sites/resilient-cities/files/Images_and_logos/dumangas_climate_field_school.pdf
36. Cadiogan, A. (2016), A test of local climate adaptation, Rappler, 29 November. <https://www.rappler.com/move-ph/issues/disasters/thought-leaders/153969-test-local-climate-adaptation>
37. Binctin, B. (2020), Quand la protection de l'eau se transforme en repas de qualités pour les écoliers, Observatoire des Multinationales. <https://multinationales.org/Quand-la-protection-de-l-eau-se-transforme-en-repas-de-qualites-pour-les>
38. Voir Chapitre 11, 'The empire strikes back: Corporate responses to remunicipalisation' par Olivier Petitjean.
39. Pour plus d'informations, consulter : http://www.remunicipalisation.org/#case_Nice
40. Présentation par Mark Bramah, conseiller à Robin Hood Energy : https://www.cn2019.org/fileadmin/inhalte/Presentations/WS4_The_city_as_an_energy_services_provider.pdf
41. Hoedeman, O. (2020), How EU rules are getting in the way of progressive public policy – and how cities are fighting back. openDemocracy. <https://www.opendemocracy.net/en/oureconomy/how-eu-rules-are-getting-in-the-way-of-progressive-public-policy-and-how-cities-are-fighting-back/>
42. Eberhardt, P. et Olivet, C. (2018), One Treaty to rule them all. Transnational Institute and Corporate Europe Observatory. https://www.tni.org/files/publication-downloads/one_treaty_to_ruled_them_all.pdf
43. Wierling, A. et al. (2018), 'Statistical evidence on the role of energy cooperatives for the energy transition in European countries'. Sustainability 10(9). <https://www.mdpi.com/2071-1050/10/9/3339>
44. Marois, T. (2019), 'Public Banking on the Future We Want', Public Finance for the Future We Want. Amsterdam: Transnational Institute. <https://www.tni.org/en/publicfinance>
45. Pour plus d'informations, consulter : <https://berniesanders.com/en/issues/green-new-deal/>
46. Pour plus d'informations, consulter : <https://www.new-eskom.org/>

